



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 JUILLET 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 7th, 1951

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1951.

Québec, le 11 juin 1951.

30325-24-11-o L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1951.

Quebec, this 11th of June 1951.

30325-24-11-o RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Alba Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1951, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocats et Conseils en Loi du Roi, et Helen Hague, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et disposer d'immeubles et de propriétés immobilières de toutes sortes, sous le

Letters Patent

Alba Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1951, incorporating: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, Advocates and King's Counsel, and Helen Hague, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal and dispose of real estate and immoveable property of all kinds under the name of

nom de "Alba Realities Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Association des Camionneurs du Comté de Gatineau

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Proculus Gagnon, camionneur, de Grand Remous, Bertrand Thomson, Clifford Lauriault, James Langevin, Lucien Lefebvre, Clifford Heafey, camionneurs, de Maniwaki, Léopold Céré, camionneur, de Bois Franc, Maurice Gareau et Royal Charbonneau, camionneur, de Messines, tous du district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Pour organiser les propriétaires de camions du comté de Gatineau ou d'ailleurs en association;

Pour promouvoir et défendre leurs intérêts, sous le nom de "Association des Camionneurs du Comté de Gatineau".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Maniwaki, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 Mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Atlas Sulphur & Iron Company Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du 16 mai 1951, constituant en corporation: John Denton Reilly, William Stanley Jamieson, Barnabas William Nixon Apple, tous procureurs, et Catherine MacIntyre MacDougall, sténographe, Eva Lillian Mead, réceptionnistes tous de la cité de Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consiste à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Atlas Sulphur & Iron Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$2,500,000 divisé en 2,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

"Alba Realities Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Association des Camionneurs du Comté de Gatineau

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Proculus Gagnon, truckman, of Grand Remous, Bertrand Thomson, Clifford Lauriault, James Langevin, Lucien Lefebvre, Clifford Heafey, truckmen, of Maniwaki, Léopold Céré, truckman, of Bois Franc, Maurice Gareau and Royal Charbonneau, truckmen, of Messines, all of the judicial district of Hull, for the following purposes:

To organize the owners of trucks in the county of Gatineau or elsewhere into an association;

To promote and defend their interests, under the name of "Association des Camionneurs du Comté de Gatineau".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Maniwaki, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Atlas Sulphur & Iron Company Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of May, 1951, incorporating: John Denton Reilly, William Stanley Jamieson, Barnabas William Nixon Apple, all solicitors, Eva Lillian Mead, receptionist, and Catherine MacIntyre MacDougall, stenographer, all of the City of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Atlas Sulphur & Iron Company Limited" (No Personal Liability) with a capital stock of \$2,500,000 divided into 2,500,000 shares of \$1. each.

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE

Barclay Ave Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinze mai 1951, constituant en corporation: Aldéric Laurendeau, avocat, Eileen P. Delaney, C.A., Réjeanne Robert, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de boucherie, épicerie, boulangerie, sous le nom de "Barclay Ave Market Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,600 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE

Beaucourt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois mai, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Hyman Solomon, avocats, et Morris Shuter, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et d'immeuble, sous le nom de "Beaucourt Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE

Beaurivage et Lacas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du 10 mai 1951, constituant en corporation: Léopold Lavigne, huissier, Raymond Séguin et Patricia Demers, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, construire et faire le commerce de biens immobiliers, sous le nom de "Beaurivage et Lacas Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Barclay Ave Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1951, incorporating: Aldéric Laurendeau, advocate, Eileen P. Delaney, C.A., Réjeanne Robert, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the butcher business and that of grocer and baker, under the name of "Barclay Ave Market Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,600 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Beaucourt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of May, 1951, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Hyman Solomon, advocates, and Morris Shuter, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and real estate company, under the name of "Beaucourt Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Beaurivage et Lacas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of May, 1951, incorporating: Léopold Lavigne, bailiff, Raymond Séguin and Patricia Demers, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, build and deal in immovable property, under the name of "Beaurivage et Lacas Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Boren's Knitting Mills Ltd.

Boren's Knitting Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze mai 1951, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1951, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, both of the City of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises tricotées, tissées ou autrement, d'articles vestimentaires manufacturés et marchandises en drap, sous le nom de "Boren's Knitting Mills Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

To manufacture and deal in knitted goods, woven or otherwise, manufactured articles of clothing and cloth goods, under the name of "Boren's Knitting Mills Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 5142, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at 5142, St. Lawrence Blvd., Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1951.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of May, 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Bouchard & Guy, Ltée

Bouchard & Guy, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1951, constituant en corporation: André Bouchard, Henri Guy, garagistes, de Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval, et J.-Odilon Couillard, comptable, de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1951, incorporating: André Bouchard, Henri Guy, garage keepers, of Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval, and J. Odilon Couillard, accountant of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

Exercer le commerce des véhicules automobiles; tenir garage sous le nom de "Bouchard & Guy, Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

To deal in motor vehicles; operate a garage, under the name of "Bouchard & Guy, Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 76, rue Sacré-Cœur, Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

The head office of the company will be at 76 Sacré-Cœur street, Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mai 1951.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Bowes Dunn Limited

Bowes Dunn Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit mai 1951, constituant en corporation: Timothy Patrick Slattery, Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Laurent Edmond Bélanger, Conseil en Loi du Roi, de la ville de Mont Royal et William Allen Grant, procureur, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of May, 1951, incorporating: Timothy-Patrick Slattery, King's Counsel, of the City of Westmount, Laurent-Edmond Bélanger, King's Counsel, of the Town of Mount Royal, and William Allen Grant, solicitor, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'agents d'immeuble dans toutes ces spécialités, sous le nom de "Bowes Dunn Limited".

To carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Bowes Dunn Limited".

Le capital de la compagnie est divisé en 8,000 sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$40,000.

The capital stock of the company is divided into 8,000 shares having no nominal nor par value and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be \$40,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Chez Gamer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mai 1951, constituant en corporation: June Kirlin, Marie-Paule Hudon et Mavis Grant, secrétaires, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toute nature et de toute description pour dames, sous le nom de "Chez Gamer Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$100 chacune, et 200 actions ordinaires ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Chez Gamer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1951, incorporating: June Kirlin, Marie-Paule Hudon and Mavis Grant, secretaries, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with women's apparel of every nature and description, under the name of "Chez Gamer Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares having a par value of \$100, each, and 200 common shares having a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Clubs Juvéniles de la Police de Verdun Verdun Police Juvenile Clubs

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze mai 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Gatineau, directeur de la police, Gerald Hooper, Adrien Séguin, Allan O'Rourke, sergents, et Gérard Guay, secrétaire, tous des Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Intéresser les membres au bien-être et à la culture morale, intellectuelle et physique des enfants et de promouvoir la prévention de la délinquance juvénile, sous le nom de "Clubs Juvéniles de la Police de Verdun"—"Verdun Police Juvenile Clubs".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels de biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Clubs Juvéniles de la Police de Verdun Verdun Police Juvenile Clubs

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of May, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Gatineau, Chief of Police, Gerald Hooper, Adrien Séguin, Allan O'Rourke, sergeants, and Gérard Guay, secretary, all of Verdun judicial district of Montreal, for the following purposes:

To interest the members in the welfare and the moral, intellectual and physical culture of children and to further the prevention of juvenile delinquency, under the name of "Clubs Juvéniles de la Police de Verdun"—"Verdun Police Juvenile Clubs".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Congregation Shomrai Amunah

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mai 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Rabbi Lipa Spiro, ministre du culte, Révérend Max Spiro, ministre du culte et Moses Halperin, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir une synagogue où les offices seront célébrés selon l'interprétation orthodoxe de la

Congregation Shomrai Amunah

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1951, incorporating without share capital: Rabbi Lipa Spiro, Minister of Religion, Reverend Max Spiro, Minister of Religion, and Moses Halperin, agent, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish a synagogue where services will be conducted in accordance with the orthodox

loi juive, sous le nom de "Congregation Shomrai Amunah".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 4110 rue McKenzie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

entreprétation of the Jewish Law, under the name of "Congregation Shomrai Amunah".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the Corporation will be at 4110 McKenzie Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Criterion Products Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix mai 1951, constituant en corporation: David Lack, avocat, Pearl Auerbach, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Rhoda Cohen, secrétaire de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les object suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manifacter et vendre des effets de maison; des plastiques et autres matériaux synthétiques, bois de charpente, bois de placage, bois laminé, acier, étain et autres métaux, coton, laine, soie naturelle et artificielle, nylon et autres tissus synthétiques, sous le nom de "Criterion Products Company Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune et 300 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Criterion Products Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of May, 1951, incorporating: David Lack, advocate, Pearl Auerbach, secretary, both of the City of Montreal, and Rhoda Cohen, secretary, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in household equipment; plastics and other synthetic materials, timber, ply-wood, laminated wood, steel, tin and other metals, cotton, wool, natural and artificial silks, nylon and other synthetic fabrics, under the name of "Criterion Products Company Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of a par value of \$50. each, and 300 preferred shares having a par value of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

C. W. Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1951, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R. Hyman Solomon, avocats, et Morris Shuter, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et d'immeuble, sous le nom de "C. W. Corporation", avec un capital de \$5,000 divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

C. W. Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of May, 1951, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Hyman Solomon, advocates, and Morris Shuter, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and real estate company, under the name of "C. W. Corporation", with a capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Cyprien Bélanger Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date

Cyprien Bélanger Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day

du douze mai 1951, constituant en corporation: Cyprien Bélanger, Gérard Bélanger, industriels, d'Amqui, district judiciaire de Matane, et Lucien Gobeil, comptable, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "Cyprien Bélanger Limitée", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, district judiciaire de Matane.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Duratwill Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province of Québec, des lettres patentes en date du quinze mai 1951, constituant en corporation: Moses Lazarus, Joseph Silver, manufacturiers, Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en Loi du Roi, tous trois de la cité de Montréal, et Samuel Léon Mendelsohn, avocat de conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de parures de cou pour hommes, en général, bas, chemises et toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Duratwill Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair, \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Eastern Wool Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze mai 1951, constituant en corporation: Louis Morris, Martin Hirsekorn, marchands, Irwin Cohen, et Joseph Freedman, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de laine, textiles, matière première et marchandises finies, sous le nom de "Eastern Wool Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 3,900 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3430, Chemin Saint-Michel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Fairmount Theatre Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a

of May, 1951, incorporating: Cyprien Bélanger, Gérard Bélanger Industrialists, of Amqui, judicial district of Matane, and Lucien Gobeil, accountant, of the city and judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, under the name of "Cyprien Bélanger Limitée", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amqui, judicial district of Matane.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Duratwill Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifteenth day of May, 1951, incorporating: Moses Lazarus, Joseph Silver, manufacturers, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, all three of the City of Montreal, and Samuel Leon Mendelsohn, advocate, and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in men's neckwear generally, hosiery, shirts and all kinds of clothing, under the name of Duratwill Inc., with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each, and 2000 common shares of a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Eastern Wool Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of May, 1951, incorporating: Louis Morris, Martin Hirsekorn, merchants, Irwin Cohen and Joseph Freedman, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wool, textiles, raw materials and finished goods, under the name of "Eastern Wool Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 3,900 preferred shares having a par value of \$10. each, and 100 common shares of a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at 3430, Chemin Saint-Michel, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Fairmount Theatre Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit mai 1951, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de Westmount, Jack Lightstone, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire et Imelda Langlois, commis, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des théâtres, des théâtres de vues animées et des établissements de vaudeville, sous le nom de "Fairmount Theatre Company", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of May, 1951, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of Westmount, Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, and Imelda Langlois, clerk, all three of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To own and operate theatres, moving picture theatres and vaudeville establishments, under the name of "Fairmount Theatre Company", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Ferronnerie Dubreuil Ltée Dubreuil Hardware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1951, constituant en corporation: Paul Dionne, secrétaire-trésorier, ville Mont-Royal, Vincent Dupuis, avocat et sénateur, et C. Gilles Trahan, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, vaisselle, tapisserie, ameublements de maison, sous le nom de "Ferronnerie Dubreuil Ltée"—"Dubreuil Hardware Ltd.", avec un capital de \$49,000 divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5916, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Ferronnerie Dubreuil Ltée Dubreuil Hardware Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1951, incorporating: Paul Dionne, secretary-treasurer, Town of Mount-Royal, Vincent Dupuis, advocate and senator, and C. Gilles Trahan, advocate, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the hardware business and deal in crockery, wall-paper and household furnishings, under the name of "Ferronnerie Dubreuil Ltée"—"Dubreuil Hardware Ltd.", with a capital stock of \$49,000 divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5916 Papineau street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Gaudreault-Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatorze mai 1951, constituant en corporation: Paul-Émile Gaudreault, plâtrier, Jean-Pierre Bonneville, journaliste, François Lapointe, menuisier, Roger Bélanger, comptable, agréé, et Désiré Chabot, huissier, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et de constructeurs, sous le nom de "Gaudreault-Frères Ltée" avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Gaudreault-Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1951, incorporating: Paul Émile Gaudreault, plasterer, Jean Pierre Bonneville, journalist, François Lapointe, joiner, Roger Bélanger, chartered accountant, and Désiré Chabot, bailiff, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi for the following purposes:

To carry on the business of contractors and builders, under the name of "Gaudreault-Frères Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General,

Gaywear Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf mai 1951, constituant en corporation: Charles White, gérant, Morton White, marchand, tous deux de la cité de Montréal, et Melbourne White, marchand, de la cité d'Outremont tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et négociants de toutes sortes de vêtements, tissus, marchandises sèches ou tout autre article connexe, sous le nom de "Gaywear Mfg. Inc.", avec un capital de \$49,000 divisé en 280 actions ordinaires de \$100 chacune et 210 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1149, rue St-Alexandre, chambre 1000, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Gaywear Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of May, 1951, incorporating: Charles White, manager, Morton White, merchant, both of the City of Montreal, and Melbourne White, merchant, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and traders of all kinds of clothing, fabrics, dry goods or any article connected, under the name of "Gaywear Mfg. Inc.", with a capital stock of \$49,000 divided into 280 common shares of \$100. each, and 210 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at 1449 St. Alexander Street, Room 1000, city of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Granby Paving and Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1951, constituant en corporation: Rolland Tétreault, ingénieur civil, des cité et district judiciaire de Montréal, Fernand Tétreault marchand, et Gérard Normandin, avocat et conseil en loi du roi, tous deux de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Entreprendre tous travaux de construction, sous le nom de "Granby Paving and Construction Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 460 actions privilégiées d'une valeur de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Granby Paving and Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1951, incorporating: Rolland Tétreault, civil engineer, of the city and judicial district of Montréal, Fernand Tétreault, merchant, and Gérard Normandin, advocate and King's Counsel, both of the city of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To undertake construction works, under the name of "Granby Paving and Construction Ltd.", with a capital stock of \$25,000 divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and 460 preferred shares of a value of \$50 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Grand'Mère Fruits, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1951, constituant en corporation: Georges L. Trottier, gérant de magasin, Arthur Boisvert et Jean Robitaille, commis, tous de Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en général de fruits et légumes, sous le nom de "Grand'Mère Fruits, Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le seize mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Grand'Mère Fruits, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1951, incorporating: Georges L. Trottier, store manager, Arthur Boisvert and Jean Robitaille, clerks, all of Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal generally in fruit and vegetables, under the name of "Grand'Mère Fruits, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Hervy & Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze mai 1951, constituant en corporation: Conrad Shatner, Hyman Solomon, avocats, et Morris Shuter, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvres, joailliers, métallurgistes, machinistes, travailleurs de métal, sous le nom de "Hervy & Co." avec un capital de \$50,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P FRENETTE.

Hubann Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf mai 1951, constituant en corporation: Norman Genser, Sydney Phillips, avocats, et Tessy Frankel, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et vendre des marchandises de textile en pièce, et d'une manière générale toute sorte de tissus, sous le nom de "Hubann Trading Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P FRENETTE.

Imper Luxe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf mai 1951, constituant en corporation: Jean-Louis Cheval, Jules Rosenberg, industriels, Jeannine Bougard Cheval, teneuse de livres, épouse de Jean-Louis Cheval, René Gagnon, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de manteaux de pluie, pardessus, costumes, robes, vêtements de sport et habillement de toutes descriptions, sous le nom de "Imper Luxe Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Hervy & Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1951, incorporating: Conrad Shatner, Hyman Solomon, advocate, and Morris Shuter, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, silversmiths, metallurgists, machinists, metal workers, under the name of "Hervy & Co.", with a capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100. each, and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Hubann Trading Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of May, 1951, incorporating: Norman Genser, Sydney Phillips, advocates, and Tessy Frankel, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in textile piece goods, and generally every kind of material, under the name of "Hubann Trading Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 390 preferred shares of a par value of \$100. each, and 1,000 common shares of a par value of \$1. each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Imper Luxe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of May, 1951, incorporating: Jean-Louis Cheval, Jules Rosenberg, industrialists, Jeannine Bougard Cheval, bookkeeper, wife of Jean-Louis Cheval, René Gagnon, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in raincoats, overcoats, suits, dresses sportswear and clothing of all descriptions, under the name of "Imper Luxe Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of a par value of \$100. each, and 300 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

La Belle Plumbing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du 9 mai 1951, constituant en corporation: Gérard Labelle, maître plombier, Denis Labelle et Maurice Labelle, plombiers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier de plombiers, couvreurs, entrepreneurs plombiers et couvreurs, sous le nom de "La Belle Plumbing Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le 9 mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

La Boulangerie J. B. Gosselin Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze mai 1951, constituant en corporation: Antoine Gosselin, Joseph Gosselin, Damien Gosselin, boulangers, et Yves Bernier, avocat, tous de Lauzon, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

De faire le commerce de boulanger, pâtissier, confiseur et manufacturiers de biscuits, sous le nom de "La Boulangerie J. B. Gosselin Incorporée", avec un capital de \$49,900 divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le onze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

La Cie Turgo Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1951, constituant en corporation: Philippe Grenier, contremaitre, Léopold Marotte, comptable agréé, et Monique Boucher, sténodactylo, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photolithographeurs, lithographeurs, stéréotypeurs, électrotypers, imprimeurs, relieurs, brocheurs, éditeurs, agents de publicité; faire le commerce d'une manière générale comme graveurs sur métal et sur étain, médailliers, photographeurs, bosseurs et faire le commerce de tous dessins, sous le nom de "La Cie Turgo Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

La Belle Plumbing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of May, 1951, incorporating: Gérard Labelle, master-plumber, Denis Labelle and Maurice Labelle, plumbers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, roofers, plumbing and roofing contractors, under the name of "La Belle Plumbing Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

La Boulangerie J. B. Gosselin Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1951, bearing date the eleventh day of May, 1951, incorporating: Antoine Gosselin, Joseph Gosselin, Damien Gosselin, bakers, and Yves Bernier, advocate, all of Lauzon, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as baker, pastry-cook, confectionner and biscuit manufacturer, under the name of "La Boulangerie J. B. Gosselin Incorporée", with a capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

La Cie Turgo Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1951, incorporating: Philippe Grenier, foreman, Léopold Marotte, chartered accountant, and Monique Boucher, stenographers, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as photolithographers, lithographers, stereotypers, electrotypers, printers, binders, stitchers, editors, publicity agents; to carry on business generally as metal and tin engravers, die-sinkers, photoengravers embossers, and deal in all drawings, under the name of "La Cie Turgo Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

La Compagnie de Transport Allaire, Limitée
Allaire Transport Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1951, constituant en corporation: Joseph Allaire, marchand de bois, Edmour Allaire, camionneur, tous deux de Disraëli, Lucien Bélanger, comptable, de Sherbrooke, tous du district judiciaire de Saint-François pour les objets suivants:

Opérer un commerce d'entrepôt et de transport, sous le nom de "La Compagnie de Transport Allaire, Limitée" — "Allaire Transport Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Disraëli, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

La Compagnie de Transport Allaire, Limitée
Allaire Transport Company Limited

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1951, incorporating: Joseph Allaire, lumber merchant, Edmour Allaire, truckman, both of Disraëli, Lucien Bélanger, accountant, of Sherbrooke, all of the judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To carry on a storage and transportation business, under the name of "La Compagnie de Transport Allaire, Limitée" — "Allaire Transport Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Disraëli, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

La Crémérie de Weedon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1951, constituant en corporation: Charles-Émile Bélanger, comptable, Rosario Vincent, comptable, et Monique Perron, sténographe, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général du lait, produits et sous-produits du lait, des œufs, des fèves soya, sous le nom de "La Crémérie de Weedon Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Weedon, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

La Crémérie de Weedon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1951, incorporating: Charles-Émile Bélanger, accountant, Rosario Vincent, accountant, and Monique Perron, stenographer, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To deal generally in milk, milk products and by-products, eggs, Soya beans, under the name of "La Crémérie de Weedon Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Weedon, Judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Lakeside Realities Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1951, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson, comptables, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents et courtiers d'immeubles, sous le nom de "Lakeside Realities Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Lakeside Realities Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1951, incorporating Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson, accountants, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as Real Estate Agents and brokers, under the name of "Lakeside Realities Incorporated", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Lamarche Tank Lines Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mai 1951, constituant en corporation: Hubert Lamarche, camionneur, Reginald Lamarche, camionneur, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal et J. A. Drouin, gérant, de Sillery, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer, en général, le commerce de camionnage et du transport d'articles, effets et marchandises, de la gazoline, huile et autres liquides pétroliers, sous le nom de "Lamarche Tank Lines Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2516 rue Workmen, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

La Publicité Pallascio Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze mai 1951, constituant en corporation: Lucien Pallascio, agent de publicité, Lucienne Morin, et Françoise Harvey, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général d'agence de publicité, sous le nom de "La Publicité Pallascio Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

La Société Saint-Jean Baptiste de Granby Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Patrick Vaillancourt, contremaître, Ovila Blanchard, rentier, Marcel Normandin, journalier, Philias Dion, commis, Adélar Provencher, journaliste, Sylvio Lacroix, journalier, Emery Jutras, électricien, Wilfrid Therrien, rentier, et John Auger, rentier, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

D'unir et protéger, au point de vue national, les canadiens catholiques de langue française, spécialement ceux de la ville de Granby, sous le nom de "La Société Saint-Jean Baptiste de Granby Incorporée".

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Lamarche Tank Lines Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1951, incorporating: Hubert Lamarche, trucker, Reginald Lamarche, trucker, both of the City and Judicial District of Montreal, and J.-A. Drouin, manager, of Sillery, Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting good wares and merchandise, gasoline, oil and other petroleum liquids, under the name of "Lamarche Tank Lines Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 5000 shares of \$10, each.

The head office of the Company will be at 2526 Workmen Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

La Publicité Pallascio Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of May, 1951, incorporating: Lucien Pallascio, publicity agent, Lucienne Morin and Françoise Harvey, stenographers, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a general publicity agency, under the name of "La Publicité Pallascio Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

La Société Saint-Jean Baptiste de Granby Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Patrick Vaillancourt, foreman, Ovila Blanchard, annuitant, Marcel Normandin, labourer, Philias Dion, clerk, Adélar Provencher, journalist, Sylvio Lacroix, labourer, Emery Jutras, electrician, Wilfrid Therrien annuitant, and John Auger, annuitant, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

From a national viewpoint, to unite and protect Catholic French Canadians, especially those of the town of Granby, under the name of "La Société Saint-Jean Baptiste de Granby Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$9,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le seize mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$9,000.

The head office of the corporations will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Le Jeune Commerce de Lévis-Lauzon Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze mai 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Francœur, président, Rayex Electrique Ltée, Rosaire Fortier, industriel, Charles-Edouard Turgeon, directeur de funérailles, Raynold Bélanger, avocat, Roland Blais, entrepreneur, Raoul Aubut, courtier en assurances, Adrien Demers, industriel, André Thibault, employé civil, tous de Lévis, et Georges-Edouard Carignan, comptable, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agis dans l'intérêt et pour l'avancement de la Région de Lévis, sous le nom de "Le Jeune Commerce de Lévis-Lauzon Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mai, 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
0452-o P. FRENETTE.

Le Jeune Commerce de Lévis-Lauzon Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Francœur, president Rayex Electrique Ltée, Rosaire Fortier, industrialist, Charles Edouard Turgeon, funeral director, Raynold Bélanger, advocate, Roland Blais, contractor, Raoul Aubut, insurance broker, Adrien Demers, industrialist, André Thibault, civil servant, all of Lévis, and Georges Edouard Carignan, accountant, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act in the interest and for the advancement of the Levis Region, under the name of "Le Jeune Commerce de Lévis-Lauzon Inc."

The amount to which the immovable property the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Le-Mor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze mai 1951, constituant en corporation: E. Michael Berger, David M. Lack, avocats, Rhoda Cohen et Pearl Auerbach, secrétaires, tous des cités et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le négoce ou le commerce de chocolats, bonbons, confiserie, sous le nom de "Le-Mor Sales Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Le-Mor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of May, 1951, incorporating: E. Michael Berger, David M. Lack advocates, Rhoda Cohen and Pearl Auerbach, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with chocolates, candy, confectionery, under the name of "Le-Mor Sales Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Léo Blais Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1951, constituant en corporation: Maurice D. Godbout, avocat, Louise St-Jacques et Monique Le Marier, sténographes, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Léo Blais Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1951, incorporating: Maurice D. Godbout, advocate, Louise St-Jacques and Monique Le Marier, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce, manufacturer tous les produits dits "couvre-planchers", tapis, prélatris, linoléum, tuiles d'asphaltes, caoutchouc, produits acoustiques, tapisserie, sous le nom de "Léo Blais Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7330, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Les Industries Fercraft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1951, constituant en corporation Fernand Daoust, manufacturier, J.-Albert Daoust manufacturier, et Bernard Desjarlais, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et vendre des articles de bois et de métal, sous le nom de "Les Industries Fercraft Inc.", avec un capital de \$95,000 divisé en 950 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6374, Hamilton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

L. Guttman Limited L. Guttman Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze mai 1951, constituant en corporation: Joseph Charles Valère Gravel, François de B. Gravel, avocats, et Ethel M. McCallum, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de vêtements, marchandises sèches, chaussures et souliers, meubles, appareils électriques, produits de la ferme, sous le nom de "L. Guttman Limited" — "L. Guttman Limitée", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Martellani & Brunet Co. Ltée Martellani & Brunet Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1951, constituant en corporation: Camille Martellani, Joseph Brunet, finisseurs en ciment, Dominique diFrancesco, et

To deal in and manufacture all products called "floor coverings", carpets, oilcloths, linoleums, asphalt and rubber tiles, sound-proofing materials and wallpaper, under the name of "Léo Blais Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7330 St-Hubert street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Les Industries Fercraft Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1951, incorporating: Fernand Daoust manufacturer, J. Albert Daoust, manufacturer, and Bernard Desjarlais, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell wooden and metal objects, under the name of "Les Industries Fercraft Inc.", with a capital stock of \$95,000 divided into 950 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6374 Hamilton, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

L. Guttman Limited L. Guttman Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1951, incorporating: Joseph-Charles Valère Gravel, François de B. Gravel, advocates, and Ethel M. McCallum, secretary, all of the City and Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in clothing, dry goods, boots and shoes, furniture, electrical apparatus, farm products, under the name of "L. Guttman Limited" — "L. Guttman Limitée", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Martellani & Brunet Co. Ltée Martellani & Brunet Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of May, 1951, incorporating: Camille Martellani, Joseph Brunet, cement finishers, Dominique diFrancesco, and Maurice Chevalier,

Maurice Chevalier, avocats tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets Exercer l'industrie de la construction sous toutes ses formes, sous le nom de "Martellani & Brunet Co. Ltée"—"Martellani & Brunet Co. Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Miville Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1951, constituant en corporation: Jean-Marie Brassard, André Fabier et Gaétan Raymond, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction, sous le nom de "Miville Construction Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Montreal Industrial Paper Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf mai 1951, constituant en corporation: David L. Cahana, avocat, Arthur Fink, marchand, tous deux de la cité de Montréal et Louis Glazer, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de papier, produits de papier, bois de pulpe, succédanés du papier et toutes sortes de produits de fibre, sous le nom de "Montreal Industrial Paper Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 1,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Musical Arts Series Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze mai 1951, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Murray Lapin et Alan B. Gold, avocats et Anne Lash, Helen Crevier, secrétaires, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme gérant, agent ou représentant de musiciens, chanteurs et instrumentistes, sous le

advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the building industry, under all the forms thereof, under the name of "Martellani & Brunet Co. Ltée"—"Martellani & Brunet Co. Ltd.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Miville Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1951, incorporating: Jean Marie Brassard, André Fabien and Gaétan Raymond, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the building trade, under the name of "Miville Construction Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Montreal Industrial Paper Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of May, 1951, incorporating: David L. Cahana, advocate, Arthur Fink, merchant, both of the city of Montreal, and Louis Glazer, advocate, of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in any kind of paper, paper products, pulp wood, paper substitutes and all kinds of fibre products, under the name of "Montreal Industrial Paper Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 1,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Musical Arts Series Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1951, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Murray Lapin and Alan B. Gold, advocates, and Anne Lash, Helen Crevier, secretaries, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as manager, agent and representative of musicians, vocal and instrumental, under the

nom de "Musical Arts Series Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

name of "Musical Arts Series Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Northern Fish and Caviar Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit mai 1951, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Réginald D. Tormey, avocat, de la cité de Montréal et Jeanne Drouin, secrétaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de poisson, caviar et de tous autres produits de la mer, sous le nom de "Northern Fish and Caviar Co. Ltd.", avec un capital de \$105,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauchesne, district judiciaire de Témiscamingue.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Northern Fish and Caviar Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of May, 1951, incorporating: Gérard Corbeil, lawyer, of Longueuil, Réginald D. Tormey, lawyer, of the City of Montreal, and Jeanne Drouin, secretary, of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with fish, caviar and all other products of the seas, under the name of "Northern Fish and Caviar Co. Ltd.", with a capital stock of \$105,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10. each, and 1000 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Beauchesne, in the Judicial District of Témiscamingue,

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Nytex Casuals Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1951, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Dainel Ruby, Lewis Jack Manolson, comptable, et Irwin Bernard Blond, notaire public, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de vêtements et de tous tissus textiles, lainages, soieries, toiles, cotonnades et marchandises en pièces, sous le nom de "Nytex Casuals Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Nytex Casuals Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1951, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, accountant, Lewis Jack Manolson, accountant, and Irwin Bernard Blond, notary public, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers and dealers in wearing apparel and in all textile materials, woollens, silks, linens, cottons and piece goods, under the name of "Nytex Casuals Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100. each, and 200 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at the Town of Ste-Rose, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Paul Gandall Press Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze mai 1951, constituant en corporation: Paul Gandall, imprimeur, Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en Loi du Roi, de la cité de Montréal, et Samuel Leon Mendelsohn,

Paul Gandall Press Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1951, incorporating: Paul Gandall, printer, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, and Samuel Leon Mendelsohn, advocate and

avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les métiers ou commerces d'imprimeurs généraux, éditeurs, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères et agents de publicité, sous le nom de "Paul Gandall Press Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Rabieco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze mai 1951, constituant en corporation: Rouben E. Rabie, importateur-exportateur, Aldéric Deschamps, avocat, tous deux de la cité et district judiciaire de Montréal, et Maji Zalayet, importateur-exportateur, domicilié à Floral Park, dans l'état de New York, Etats-Unis, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes les formes de textiles, marchandises sèches, ferronnerie et bijouterie, sous le nom de "Rabieco Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Rapid Plumbing & Heating Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du huit mai 1951, constituant en corporation: Jean Beetz, avocat, de ville Saint-Laurent, Cécile Bourdon, comptable, et Marguerite Collin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs plombiers, couvreurs, ferblantiers, d'électriciens et de poseurs d'appareils et de fournitures électriques, sous le nom de "Rapid Plumbing and Heating Co. Ltd.", avec un capital de \$2,000 divisé en 200 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Richelieu Lumber Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

King's Counsel, for the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade or business of general printers, publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and advertising agents, under the name of "Paul Gandall Press Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each, and 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Rabieco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of May, 1951, incorporating: Rouben E. Rabie, importer-exporter, Aldéric Deschamps, advocate, both of the City and Judicial District of Montreal, and Maji Zalayet importer-exporter, residing at Floral Park, in the State of New York, United States, for the following purposes:

To deal in all forms of textiles, dry goods, hardware and jewellery, under the name of "Rabieco Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Rapid Plumbing & Heating Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of May, 1951, incorporating: Jean Beetz, advocate, of Ville Saint-Laurent, Cécile Bourdon, accountant, and Marguerite Collin, secretary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and engage in the operations of plumbing contractors, roofers, tinsmiths, electricians and installers of electrical appliances and fixtures, under the name of "Rapid Plumbing & Heating Co. Ltd.", with a capital stock of \$2,000 divided into 200 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Richelieu Lumber Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Provin-

vince de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1951, constituant en corporation: Jean Morency, voyageur de commerce, Louis Fiset, électricien licencié, et Lucette Talbot, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Entreprendre le métier de bûcheron, de marchand de bois, sous le nom de "Richelieu Lumber Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Château Richer, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Rosedale Department Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf mai 1951, constituant en corporation: Myer Robinson, marchand, Samuel Stein et Albert Louis Stein, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre des vêtements de toute description; meubles et bijouterie, sous le nom de "Rosedale Department Store Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Saguenay & St Lawrence Shipping Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze mai 1951, constituant en corporation: Albert Tremblay, contremaître, domicilié à Bagotville, André Morin, avocat, et Constance Claveau, sténographe, tous deux de Chicoutimi, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Organiser un commerce de transport maritime, sous le nom de "Saguenay & St. Lawrence Shipping Company Limited", avec un capital de \$90,000 divisé en 9,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Service Backing & Coating Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

vince de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of May, 1951, incorporating: Jean Morency, commercial traveller, Louis Fiset, licensed electrician, and Lucette Talbot, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as wood-cutter, lumber merchant, under the name of "Richelieu Lumber Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Château-Richer, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Rosedale Department Store Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of May, 1951, incorporating: Myer Robinson, merchant, Samuel Stein and Albert Louis Stein advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wearing apparel of every description; furniture and jewellery, under the name of "Rosedale Department Store Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100. each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Saguenay & St Lawrence Shipping Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1951, incorporating: Albert Tremblay, foreman, domiciled at Bagotville, André Morin, advocate, and Constance Claveau, stenographer, both of Chicoutimi, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To organize a marine transportation business, under the name of "Saguenay & St-Lawrence Shipping Company Limited", with a capital stock of \$90,000 divided into 9,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Service Backing & Coating Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Provin-

vince de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze mai 1951, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de Westmount, Jack Lightstone, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, et Imelda Langlois, commis, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à renforcer et enduire et, en général, laminier, couvrir, doubler, travailler et traiter chimiquement, et à manifester et faire le commerce de produits textiles, papier, cuir, bois, fourrure, métal et produits chimiques, sous le nom de "Service Backing & Coating Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Service des Loisirs du Bon Pasteur

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Germain Bock, Louis-Philippe Taschereau, Jean Beauregard, avocats, Claire Lorrain et Antoinette Leleu, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la Paroisse du Bon Pasteur, sous le nom de "Service des Loisirs du Bon Pasteur".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Shamrock Bowling Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze mai 1951, constituant en corporation: Moses Abraham Fels, Sol Sidney Fels, avocats et Audry Sutherland, secrétaire, épouse séparée de biens de John M. A. Sutherland, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'une salle de quilles, parc d'amusement, théâtre et représentations de toutes sortes, sous le nom de "Shamrock Bowling Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

ce of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of May 1951, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of Westmount, Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, and Imelda Langlois, clerk, all three of the city of Montreal, and all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of baking and coating and generally to laminate, coat, back, process and chemically treat, and to manufacture and deal in textile fabrics, and paper, leather, wood, fur metal and chemical products, under the name of "Service Backing & Coating Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Service des Loisirs du Bon Pasteur

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of May, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Germain Bock, Louis-Philippe Taschereau, Jean Beauregard, advocates, Claire Lorrain and Antoinette Leleu, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize recreational centres in the parish of Bon Pasteur, under the name of "Service des Loisirs du Bon Pasteur".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Shamrock Bowling Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1951, incorporating: Moses Abraham Fels, Sol Sidney Fels, advocates, and Audrey Sutherland, secretary, wife separate as to property of John M. A. Sutherland, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a bowling alley, amusement park, theatre and performances of all kinds, under the name of "Shamrock Bowling Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each, and 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Technical Research Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze mai 1951, constituant en corporation: Marcel Royer, Fernand Royer et Mathieu Royer, industriels, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et effectuer des recherches de toutes sortes, sous le nom de "Technical Research Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Technical Research Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of May, 1951, incorporating: Marcel Royer, Fernand Royer and Mathieu Royer, industrials, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on research of all kinds, under the name of "Technical Research Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

**The Granby Dairy, Limited
La Laiterie de Granby, Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze mai 1951, constituant en corporation: J.-Alfred Ethier, François Morel, avocats, et Rita Savaria, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du lait en général, sous le nom de "The Granby Dairy, Limited"—"La Laiterie de Granby, Limitée", avec un capital de \$500 divisé en 500 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

**The Granby Dairy, Limited
La Laiterie de Granby, Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1951, incorporating: J.-Alfred Ethier, François Morel, advocates, and Rita Savaria, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Generally, to carry on the dairy business, under the name of "The Granby Dairy, Limited"—"La Laiterie de Granby, Limitée", with a capital stock of \$500, divided into 500 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Granby, Judicial District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Théo. Hamel & Fils Co. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1951, constituant en corporation: Charles-Christophe Taschereau, C.R., avocat, Théophile Hamel, hôtelier, et Jean-Alain DesRosiers, commis, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtelier, sous le nom de "Théo. Hamel & Fils Co. Ltée", avec un capital de \$250,000 divisé en 2,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452-o P. FRENETTE.

Théo. Hamel & Fils Co. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of May, 1951, incorporating: Charles-Christophe Taschereau, K.C., advocate, Théophile Hamel, hotel-keeper, and Jean Alain DesRosiers, clerk, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of hotel-keeper, under the name of "Théo. Hamel & Fils Co. Ltée", with a capital stock of \$250,000 divided into 2,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452 Assistant Deputy Attorney General.

Trans-American Optical Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Trans-American Optical Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze mai 1951, constituant en corporation: Aron Rozin, exportateur, de la cité de New-York, État de New-York, un des états unis d'Amérique, Eli Kraus, ingénieur, de la ville de l'Assomption, district judiciaire de Joliette et Mary Steiman, secrétaire, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes d'articles d'optique, sujet aux dispositions de la Loi des optométristes et opticiens, S.R.Q. 1941, c. 274, sous le nom de "Trans-American Optical Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1951, incorporating: Aron Rozin, exporter, of the city of New-York, State of New-York, one of the United States of America, Eli Kraus, engineer, of the town of L'Assomption, judicial district of Joliette, and Mary Steiman, secretary, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in all kinds of optical goods, subject to the provisions of the Optometrists' and Opticians' Act, R.S.Q. 1941, C. 274, under the name of "Trans-American Optical Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Truck Transport Services Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq mai 1951, constituant en corporation: Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, teneurs de livres, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger, exploiter et exercer le commerce de voituriers, sous le nom de "Truck Transport Services Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Truck Transport Services Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of May, 1951, incorporating: Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, bookkeepers, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in the business of carriers, under the name of "Truck Transport Services Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Val D'Or Shoe and Luggage Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept mai 1951, constituant en corporation: Philip Presner, avocat, Robert Joseph Bruce, agent d'assurances, et Floriant Chabot, dentiste, tous de la ville de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Vendre des bottes et chaussures, bourses, articles en cuir, plastiques, bonneterie et accessoires sous le nom de "Val D'Or Shoe and Luggage Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30452 P. FRENETTE.

Val D'Or Shoe and Luggage Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1951, incorporating: Philip Presner, advocate, Robert Joseph Bruce, insurance agent, and Floriant Chabot, dentist, all of the Town of Val d'Or, in the Judicial District of Abitibi, for the following purposes:

To sell boots and shoes, purses, leather goods, plastics, hosiery and accessories, under the name of "Val D'Or Shoe and Luggage Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Val d'Or, in the Judicial District of Abitibi.

Dated at the Attorney General, this seventeenth day of May, 1951.

P. FRENETTE,
30452-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Antonio Archambault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er juin 1951, à la compagnie "Antonio Archambault Ltée", ratifiant son règlement spécial "AA" augmentant son capital-actions de 10,000 actions privilégiées classe B de \$10 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453-o P. FRENETTE.

Antonio Archambault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Antonio Archambault Ltée", ratifying its special by-law "AA" increasing its capital stock by 10,000 Class "B" preferred shares of \$10 each, subject to the rights, restrictions and privileges mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453 Assistant Deputy Attorney General.

**Automobiles, Incorporée
Automobiles, Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 juin 1951, à la compagnie "Automobiles, Incorporée — Automobiles, Incorporated", ratifiant un règlement augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$620,000 par la création de 6,000 actions privilégiées de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453-o P. FRENETTE.

**Automobiles, Incorporée
Automobiles, Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Automobiles, Incorporée — Automobiles, Incorporated", ratifying a by-law increasing its capital stock from \$20,000 to \$620,000 by the creation of 6,000 preferred shares of \$100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Given at the office of the Attorney General, this second day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453 Assistant Deputy Attorney General.

Canadian Ribbon Tape Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 juin 1951, changeant le nom de la compagnie "Canadian Ribbonette Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 septembre 1950, en celui de "Canadian Ribbon Tape Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 12 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453 P. FRENETTE.

Canadian Ribbon Tape Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, changing the name of the company "Canadian Ribbonette Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated September 14, 1950, to that of "Canadian Ribbon Tape Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453-o Assistant Deputy Attorney General.

Grand'Mere Knitting Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 7 juin 1951, à la compagnie "Grand-Mere Knitting Company Limited", ratifiant son règlement N° XXVIII, augmentant son capital de \$350,000 à \$550,000 par la création 8000 actions privilégiées catégorie A additionnelles de \$25. chacune, comportant les droits et restrictions mentionnés audit règlement,

Grand'Mere Knitting Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Grand'Mere Knitting Company Limited", ratifying its By-law No. XXVIII increasing its capital stock from \$350,000 to \$550,000 by the creation of 8000 additional class A preferred shares of \$25 each comprising the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453-o Assistant Deputy Attorney General.

Jos. Vaillancourt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 29 mai 1951, à la compagnie "Jos. Vaillancourt Inc.", ratifiant son règlement N° 11 portant son capital-actions de \$99,000 à \$299,000, par la création de 20,000 actions privilégiées nouvelles de \$10 chacune, sujettes aux droits et restriction indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453-o P. FRENETTE.

Jos. Vaillancourt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-ninth day of May, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941 chapter 276, to the company "Jos Vaillancourt Inc.", ratifying its By-law No. 11 increasing its capital stock from \$99,000 to \$299,000, by the creation of 20,000 new preferred shares of \$10 each, subject to the rights and restrictions, indicated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General May twenty-ninth 1951.

P. FRENETTE,
30453 Assistant Deputy Attorney General.

Les Breuvages Frisco Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er juin 1951, à la compagnie "Les Breuvages Frisco Limitée", ratifiant un règlement augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$150,000, par la création de 13,000 actions privilégiées de \$10 chacune comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453-o P. FRENETTE.

Les Breuvages Frisco Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of June 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Les Breuvages Frisco Limitée", ratifying a by-law increasing its capital stock from \$20,000 to \$150,000 by the creation of 13,000 preferred shares of \$10 each, subject to the rights, restrictions and privileges mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453 Assistant Deputy Attorney General.

Modern Refrigeration Co. of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 2 juin 1951, à la compagnie "Modern Refrigeration Co. of Montreal Ltd.", ratifiant une résolution étendant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453 P. FRENETTE.

Modern Refrigeration Co. of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "Modern Refrigeration Co. of Montreal Ltd.", ratifying a resolution extending the company's powers.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453-o Assistant Deputy Attorney General.

Oriole Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 2 juin 1951, changeant le nom de la compagnie "5206 Decarie Blvd. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 octobre 1950, en celui de "Oriole Investment Co. Ltd."

Oriole Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "5206 Decarie Blvd. Inc.", incorporated by letters patent dated October 7, 1950, to that of "Oriole Investment Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 2 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453 P. FRENETTE.

Pretty Maid Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 5 juin 1951, à la compagnie "Pretty Maid Dress Inc.", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital de \$20,000 à \$300,000 par la création de 300 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune et 2500 nouvelles actions privilégiées de \$100 chacune, lesdites actions privilégiées seront sujettes aux droits et restrictions mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453 P. FRENETTE.

Rawmatex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 13 juin 1951, changeant le nom de la compagnie "Emira Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 janvier 1951, en celui de "Rawmatex Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 13 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453 P. FRENETTE.

Serino Dance Studios Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 juin 1951, changeant le nom de la compagnie "Ellard & Bennett Dance Studios Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 septembre 1950, en celui de "Serino Dance Studios Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 8 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453 P. FRENETTE.

Sorel Clothing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 juin 1951, changeant le nom de la compagnie "M. Lerner Inc.", constituée en corporation par lettres patentes du 3 avril 1948, en celui de "Sorel Clothing Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 8 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453 Assistant Deputy Attorney General.

Pretty Maid Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "Pretty Maid Dress Inc.", ratifying its special By-law "A" increasing its capital stock from \$20,000 to \$300,000 by the creation of 300 additional common shares of \$100 each et 2500 new preferred shares of \$100 each, the said preferred shares to be subject to the rights and restrictions mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453-o Assistant Deputy Attorney General.

Rawmatex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, changing the name of the company "Emira Ltd.", incorporated by letters patent dated January 17, 1951, to that of "Rawmatex Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453-o Assistant Deputy Attorney General.

Serino Dance Studios Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, changing the name of the company "Ellard & Bennett Dance Studios Inc.", incorporated by letters patent dated September 28, 1950, to that of "Serino Dance Studios Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the 8th day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453-o Assistant Deputy Attorney General.

Sorel Clothing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the eighth day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, Represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "M. Lerner Inc.", incorporated by letters patent dated April 3, 1948, to that of "Sorel Clothing Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453 Assistant Deputy Attorney General.

Stinson-Reeb Supply Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 1er juin 1951, à la compagnie "Stinson-Reeb Supply Company Limited", ratifiant un règlement augmentant le capital de ladite compagnie de \$49,900 à \$249,900 par la création de 2000 nouvelles actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453 P. FRENETTE.

Wm. H. Mack, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 2 juin 1951, à la compagnie "Wm. H. Mack, Inc.", ratifiant a) son règlement No. 16, augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000 par la création de 1000 nouvelles actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement; b) le règlement No 17 étendant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30453 P. FRENETTE.

Stinson-Reeb Supply Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "Stinson-Reeb Supply Company Limited", ratifying a by-law increasing the capital stock of the said company from \$49,900 to \$249,900, by the creation of 2000 new preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions mentioned in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 1st day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453-o Assitsant Deputy Attorney General.

Wm. H. Mack, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "Wm. H. Mack, Inc.", ratifying: a) its By-Law No. 16 increasing its capital stock from \$20,000 to \$120,000 by the creation of 1000 new preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions mentioned in such by-law; b) By-Law No. 17 extending the company's powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30453-o Assistant Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

AVIS LÉGAL

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure N° 301483, Dame Antoinette Desrosiers, domiciliée à Sainte-Dorothée, Comté de Laval, District de Montréal, épouse commune en biens de Roland Dionne, électricien, des mêmes lieux, demanderesse vs ledit Roland Dionne, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 juin 1951.

Montréal, le 26 juin 1951.
Le Procureur de la demanderesse,
30454-o ANDRÉ DUCHARME.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. 301,677. Dame Maria Girard, ménagère, demeurant à Ville St. Michel, district de Montréal, épouse commune en biens de Édouard Tremblay, menuisier, des mêmes lieux, demanderesse vs Édouard Tremblay, menuisier, de Ville St. Michel, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 juin 1951.

Montréal, le 28 juin 1951.
Le Procureur de la demanderesse,
30455-o GEOFFROY BIRTZ.

Actions for separation as to property

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 301483, Dame Antoinette Desrosiers, of Ste-Dorothée, Laval County, District of Montreal, wife common as to property of Roland Dionne, electrician, of the same place, plaintiff vs the said Roland Dionne, of the same place, défendeur.

An action in separation as to property has been entered in this case on the 23rd day of June 1951.

Montreal, June 26th 1951.
ANDRÉ DUCHARME,
30454-o Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 301,677. Dame Maria Girard, housewife, residing at Ville St. Michel, district of Montreal, wife common as to property of Édouard Tremblay, carpenter, of the same place, plaintiff vs Édouard Tremblay, carpenter, of Ville St. Michel, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 28th day of June 1951.

Montreal, June 28, 1951.
GEOFFROY BIRTZ,
30455-o Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 673

Québec, le 28 juin 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'agrandissement de la Réserve à
Castor de Mistassini.

ATTENDU QUE la réserve à castor de Mistassini a été créée par l'arrêté en conseil numéro 1047 en date du 4 août 1948;

ATTENDU QUE l'arrêté-en-conseil numéro 3235 en date du 17 août 1945 reconnaissait les comtés d'Abitibi-Est et d'Abitibi-Ouest comme "région de terrains enregistrés pour les trappeurs";

ATTENDU QUE, pour des questions d'administration, il serait opportun d'annexer à la réserve à castor de Mistassini une certaine portion de l'Est du comté d'Abitibi-Est;

Vu l'article 54 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941, tel qu'amendé par 9 Georges VI, 1945;

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE tout le territoire du comté d'Abitibi-Est compris entre le parallèle de latitude 49° 00' au nord, et la ligne du chemin de fer du Canadien National au sud, et la limite Est du comté d'Abitibi-Est à l'Est, et la ligne connue sous le nom de 2e méridien à l'ouest, le tout ayant une superficie d'environ cinq mille (5,000) milles carrés, soit distraite de la région de terrains enregistrés pour les trappeurs d'Abitibi et soit incorporé à la réserve à castor de Mistassini, sujet aux lois et règlements de ladite réserve;

QUE les arrêtés-en-conseil numéros 1047 en date du 4 août 1948 et 3235 en date du 17 août 1945 soient modifiés en conséquence.

A. MORISSET,

30469-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 674

Québec, le 28 juin 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du
département de la Chasse et des Pêcheries.

Concernant les honoraires des différents
permis de chasse.

ATTENDU qu'il est opportun de reviser et de modifier les honoraires des permis de chasse en vue d'un meilleur contrôle et d'une plus juste répartition.

Vu l'article 28 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des pêcheries:

QUE les honoraires des différents permis de chasse soient ainsi fixés:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 673

Quebec, June 28, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the enlarging of the Mistassini
Beaver Reserve.

WHEREAS the Mistassini Beaver Reserve was created by Order in Council No. 1047 dated the 4th day of August, 1948;

WHEREAS the order in council No. 3235 dated the 17th of August, 1945 recognized the townships of Abitibi-East and Abitibi-West as a "region of registered trap lines";

WHEREAS, for reasons of administration, it is deemed expedient to annex to the Mistassini Beaver Reserve a certain portion of the East part of the county of Abitibi-East;

In view of section 54 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, as amended by 9 George VI, 1945;

In view of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT all the territory of the county of Abitibi-East comprised between the parallel of latitude 49° 00' on the North, and the Canadian National Railway line on the south, and the East limit of the county of Abitibi-East on the east, and the line known as the 2nd Meridian on the West the whole having a superficial area of about five thousand (5,000) square miles, be deducted from the region of registered trap lines of Abitibi and be incorporated into the Mistassini Beaver Reserve, subject to the laws and regulations of the said reserve.

THAT the Orders in Council Nos. 1047, dated the 4th of August, 1948, and 3235 dated the 17th of August, 1945, be consequently amended.

A. MORISSET,

30469

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 674

Quebec, June 28, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements
of the Department of Game and Fisheries.

Concerning the fees for various hunting permits.

WHEREAS it is expedient to revise and modify the fees for hunting permits with a view to a better control and fairer apportionment.

In view of section 28 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the fees for the various hunting permits be fixed as follows:

1° Pour les domiciliés:
Original seulement: \$7.25 dont 25c de commission au vendeur.

Chevreuil seulement: \$2.10 dont 10c de commission au vendeur.

Toute chasse, sauf l'original, le chevreuil et les animaux à fourrure: \$1.10 dont 10c de commission au vendeur.

Animaux à fourrure: \$2.10 dont 10c de commission au vendeur.

2° Pour les non-domiciliés, membres de clubs de chasse locataires de terrains de la Couronne:

Original seulement: \$30.50 dont 50c de commission au vendeur.

Chevreuil seulement: \$15.50 dont 50c de commission au vendeur.

Toute chasse, excepté l'original, le chevreuil et les animaux à fourrure: \$5.25 dont 25c de commission au vendeur.

Animaux à fourrure: \$202.00 dont \$2.00 de commission au vendeur.

3° Pour les autres non-domiciliés:

Original seulement: \$66.00 dont \$1.00 de commission au vendeur;

Chevreuil seulement: \$25.50 dont 50c de commission au vendeur.

Pour toute chasse, sauf l'original, le chevreuil, et les animaux à fourrure: \$10.50 dont 50c de commission au vendeur.

Animaux à fourrure: \$202.00 dont \$2.00 de commission au vendeur.

QUE la partie de l'arrêté en conseil No. 803, en date du 5 juillet 1950 "concernant les honoraires des différents permis de chasse" soit rescindé;

QUE l'arrêté en conseil No. 584, en date du 24 mai 1950, ainsi que tous les autres arrêtés en conseil antérieurs au présent, fixant les honoraires des permis de chasse à tout gibier et aux animaux à fourrure, soient rescindés.

Concernant la chasse à la Perdrix de Savane et à la Perdrix Grise.

ATTENDU QUE la population de la Perdrix de Savane et de la Perdrix Grise se maintient à un niveau tel qu'une saison de chasse est justifiée.

Vu l'article 8 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE la chasse à la Gélinoite à queue aigüe soit prohibée en 1951;

QU'il soit permis de chasser la Perdrix de Savane et la Perdrix Grise du 22 septembre au 19 novembre, 1951, ces deux jours inclusivement, aux conditions suivantes:

Personne ne pourra tuer ou capturer plus de cinq (5) perdrix par jour;

Personne ne pourra avoir en sa possession plus que la prise légale de trois (3) jours;

Un mois après la fermeture de la saison, soit le 19 décembre, 1951, personne ne pourra avoir de perdrix en sa possession.

Toute contravention sera passible des sanctions prévues à l'article 9 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941.

QUE tous les arrêtés en conseil antérieurs "concernant la chasse à la Perdrix Grise, de Savane et à la Gélinoite à queue aigüe" soient rescindés.

Concernant la Réserve à Vastors de Roberval

ATTENDU QUE le comté de Roberval constitue un excellent habitat pour le castor;

1. For residents:
Moose only: \$7.25 including 25c commission to vendor.

Deer only: \$2.10 including 10c commission to vendor.

All hunting, with the exception of moose, deer and fur-bearing animals: \$1.10 including 10c commission to vendor.

Fur-bearing animals: \$2.10 including 10c commission to vendor.

2. For non-residents, members of clubs lessees of Crown lands:

Moose only: \$30.50 including 50c commission to vendor.

Deer only: \$15.50 including 50c commission to vendor.

All hunting, with the exception of moose, deer and fur-bearing animals: \$5.25 including 25c commission to vendor.

Fur-bearing animals: \$202.00 including \$2.00 commission to vendor.

3. For other non-residents:

Moose only: \$66.00 including \$1.00 commission to vendor.

Deer only: \$25.50 including 50c commission to vendor.

All hunting, with the exception of moose, deer and fur-bearing animals: \$10.50 including 50c commission to vendor.

Fur-bearing animals: \$202.00 including \$2.00 commission to vendor.

THAT the section of the order in council No. 803, bearing date the 5th day of July, 1950 "concerning the fees for various hunting permits" be repealed;

THAT the order in council No. 584, bearing date the 24th of May, 1950, as well as all other orders in council prior hereto, fixing the fees for hunting permits for all game and fur-bearing animals, be repealed.

Concerning the hunting of Spruce and Birch Partridge

WHEREAS the population of Spruce and Birch Partridge maintains a level that justifies a hunting season.

In view of section 8 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the hunting of sharp-tailed grouse be prohibited during 1951;

THAT it be permitted to hunt Spruce and Birch partridge from the 22nd of September to the 19th of November, 1951, these two days inclusively, under the following conditions:

No one may kill or capture more than five (5) partridge a day;

No one may have in his possession more than the legal three (3) days' catch;

One month after the close of the hunting season, namely after the 19th of December, 1951, no one is permitted to have partridge in his possession.

Any contravention renders one liable to the sanctions provided for in section 9 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

THAT all orders in council prior hereto "concerning the hunting of Spruce and Birch Partridge and sharp-tailed grouse be repealed.

Concerning the Roberval Beaver Reserve

WHEREAS the county of Roberval constitutes an excellent habitat for beaver;

ATTENDU qu'un aménagement adéquat augmenterait de façon appréciable le rendement de cet habitat;

ATTENDU QUE le castor est presque totalement disparu de ce comté.

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts révisés de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE tout le territoire situé à l'intérieur de la ligne ci-après décrite, soit constitué en réserve à castors sous le nom de Réserve à Castors de Roberval, sujet aux lois et règlements de toutes les réserves à castors de la province; toutefois, les terrains détenus en franc-allen, à l'intérieur de la dite Réserve, en sont exclus:

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne entre les rangs III et IV du canton Dufferin avec la rive droite de la rivière Chamouchouane; de là, Sud-Est, suivant la dite ligne entre les rangs III et IV du canton Dufferin jusqu'à la ligne latérale des lots 51 et 52 du rang IV du dit canton; de là Sud-Ouest, suivant la ligne latérale entre les lots 51 et 52 des rangs IV, V, VI et VII du canton Dufferin jusqu'à la ligne extérieure sud-ouest du rang VII du dit canton; de là, Sud, 21° 30' Ouest, sur une distance d'environ 480 chaînes jusqu'au point de rencontre avec une ligne d'arpentage en direction Est-Ouest; de là, Ouest, suivant la dite ligne d'arpentage, sur une distance d'environ 668 chaînes, jusqu'à sa rencontre avec le Méridien 73° 00'; de là, Sud, suivant le dit Méridien 73° 00', sur une distance d'environ 4280 chaînes jusqu'au point de rencontre du dit Méridien avec la ligne séparant les comtés de Roberval et de Laviolette; de là, Nord-Ouest, suivant la dite ligne séparative des comtés de Roberval et de Laviolette, sur une distance d'environ 8520 chaînes jusqu'à sa rencontre avec la ligne de hauteur entre les Bassins de la Baie d'Hudson et du St-Laurent; de là, dans une direction générale Nord-Est, suivant la dite ligne de hauteur entre les Bassins de la Baie d'Hudson et du St-Laurent jusqu'à la limite extrême nord du comté de Roberval; de là, dans une direction générale Sud suivant la rivière Péribonka, et étant la limite-ouest de la Réserve à Castors de Péribonka, jusqu'à la rencontre de la dite rivière avec la ligne entre les cantons Constantin et de Maltais; de là, Ouest, suivant la dite ligne entre les cantons de Constantin et de Maltais jusqu'à sa rencontre avec la rivière Mistassibi; de là, dans une direction générale Nord, suivant la dite rivière Mistassibi, jusqu'à sa rencontre avec la ligne entre les cantons Ménard et Hudon, étant le prolongement à l'ouest, de la ligne entre les cantons Tanguay et Petit; de là, Ouest, sur une distance d'environ 2360 chaînes jusqu'au point de rencontre avec le Méridien 72° 45'; de là, Sud, suivant le dit Méridien 72° 45' jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière chamouchouane; de là, Est, suivant la dite rive droite de la rivière Chamouchouane jusqu'au point de départ.

Concernant la Réserve à Castors de Manouane.

ATTENDU QUE le système d'aménagement mis au point dans les Réserves à Castors a produit, jusqu'ici, de bons résultats;

ATTENDU qu'aux alentours du Poste de Manouane il y a un immense territoire d'environ 2000 milles carrés qui pourrait être mis en valeur.

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts révisés de Québec, 1941.

WHEREAS suitable arrangements would result in an appreciable increase in the production of this habitat;

WHEREAS beaver has almost totally disappeared from this county;

In view of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT all the territory situate inside the line hereinafter described, be constituted a beaver reserve under the name of "Roberval Beaver Reserve", subject to the laws and regulations governing all beaver reserves in the Province; however, the lands held under "freehold" (franc-allen), within the said Reserve are excluded therefrom:

Starting at a point situate at the intersection of the line between ranges III and IV of the township Dufferin with the right bank of the Chamouchouane river; thence, southeast, following the said line between ranges III and IV of the township Dufferin to the side line of lots 51 and 52 of range IV of the said township; thence, southwest, following the side line between lots 51 and 52 of ranges IV, V, VI and VII of the township Dufferin to the southwest outline of range VII of the said township; thence south, 21° 30' West, for a distance of about 480 chains up to the meeting point with the survey line in a East-West direction; thence, west, following the said survey line, for a distance of about 668 chains up to its meeting with the Meridian 73° 00'; thence, south, following the said Meridian 73° 00' for a distance of about 4280 chains to the meeting point of the said Meridian with the line separating the counties of Roberval and Laviolette; thence, northwest, following the said division line of the counties Roberval and Laviolette, for a distance of about 8520 chains to where it meets the height of land line between the Basins of Hudson's Bay and the St. Lawrence; thence, in a general direction north-east, following the said height of land line between the Basins of Hudson's Bay and the St. Lawrence to the extreme north limit of the county of Roberval; thence, in a general direction south following the Péribonka river, and being the west limit of the Beaver Reserve of Péribonka, as far as the junction of the said river with the line between the townships Constantin and Maltais; thence, west, following the said line between the townships of Constantin and Maltais up to its junction with the Mistassibi river; thence, in a general direction north, following the said Mistassibi river to its junction with the line between the townships Ménard and Hudon, being the prolongation Westward, of the line between the townships Tanguay and Petit; thence, west, for a distance of about 2360 chains to the meeting point with the Meridian 72° 45'; thence, south, following the said Meridian 72° 45' to where it meets the right bank of the Chamouchouane river; thence, East, following the right bank of the Chamouchouane river to the starting point.

Concerning the Manouane Beaver Reserve

WHEREAS the system employed in the Beaver Reserves has produced, up to date, good results;

WHEREAS in the vicinity of the Manouane Post there is a vast territory of about 2000 square miles which could be developed.

In view of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE tout le territoire à l'intérieur de la ligne ci-après décrite, soit constitué en Réserve à Castors, sous le nom de Réserve à Castors de Manouane, sujet aux lois et aux règlements des dites Réserves:

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne du chemin de fer Canadien National et du Méridien 73° 45' à environ 22 chaînes à l'est de Weymont; de là, Sud, suivant le dit Méridien 73° 45', sur une distance d'environ 740 chaînes jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des cantons Lavallée et Chateaufort; de là, Est, 32 chaînes puis, Sud-Est: 500 chaînes, suivant la dite ligne séparative des cantons Lavallée et Chateaufort et son prolongement; de là, Ouest, 128 chaînes; de là, Sud, 22° Ouest, 520 chaînes; de là, Sud, 11° Ouest, 400 chaînes; de là, Ouest, 248 chaînes; de là, Sud, 300 chaînes; de là, Sud, 58° Ouest, 312 chaînes; de là, Sud, 32° Ouest, 776 chaînes jusqu'au point de rencontre de cette ligne avec le Méridien 74° 00'; de là, suivant le dit Méridien 74° 00', 1788 chaînes jusqu'au point de rencontre du dit Méridien 74° 00' avec la ligne parallèle de latitude 47° 00'; de là, Ouest, suivant la dite parallèle de latitude 47° 00', 2228 chaînes, jusqu'au point de rencontre de la dite parallèle de latitude 47° 00' avec la ligne entre les comtés de Joliette et Berthier; de là, Nord-Ouest, suivant la dite ligne entre les comtés de Joliette et de Berthier, 812 chaînes, jusqu'à son point de rencontre avec la ligne méridienne 74° 45'; de là, Nord, suivant la dite ligne méridienne 74° 45', 88 chaînes; de là, Est, 160 chaînes; de là, Sud, 100 chaînes; de là, Est, 340 chaînes; de là, Nord, 760 chaînes, jusqu'au point de rencontre de la ligne entre les comtés de Berthier et de Maskinongé; de là, Nord-Ouest, suivant la dite ligne entre les comtés de Berthier et Maskinongé, 128 chaînes; de là, Est, 260 chaînes; de là, Nord, 1040 chaînes; de là, Ouest, 208 chaînes; de là, Nord, 600 chaînes; de là, Nord, 82° 30' Est, 452 chaînes; de là, Nord, 47° Est, 240 chaînes; de là, Nord, 8° Ouest, 168 chaînes; de là, Nord, 39° Ouest, 140 chaînes; de là, Nord, 66° 30' Est, 78 chaînes; de là, Nord, 8° Ouest, 360 chaînes; de là, Ouest, 48 chaînes jusqu'au point de rencontre avec le Méridien 74° 30'; de là, Nord, suivant le dit Méridien 74° 30', 848 chaînes jusqu'au point de rencontre du dit Méridien 74° 30' avec la ligne de chemin de fer Canadien National, au sud-est de Wykes; de là, dans une direction générale Est, suivant la dite ligne du chemin de fer du Canadien National jusqu'au point de départ.

QUE l'arrêté en conseil No. 1031, en date du 14 septembre, 1949, soit modifié en conséquence.

30469-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT all the territory within the line herein-after described, be constituted a Beaver Reserve, under the name of "Manouane Beaver Reserve", subject to the laws and regulations governing the said Reserves:

Starting at a point situate at the intersection of the Canadian National Railway line and the Meridian 73° 45' at about 22 chains east of Weymont; thence, south, following the said Meridian 73° 45', for a distance of about 740 chains to its junction with the division line of the townships Lavallée and Chateaufort; thence, East, 32 chains, then southeast 500 chains, following the said division line of the townships Lavallée and Chateaufort and its prolongation; thence, west, 128 chains; thence, south, 22° west, 520 chains; thence, south, 11° west, 400 chains; thence, west, 248 chains; thence, south, 300 chains; thence, south, 58° west, 312 chains; thence, south, 32° west, 776 chains to the meeting point of the said line with the Meridian 74° 00'; thence, following the said Meridian 74° 00' 1788 chains to the meeting point of the said Meridian 74° 00' with the parallel line of latitude 47° 00'; thence, west, following the said parallel of latitude 47° 00', 2228 chains, to the meeting point of the said parallel of latitude 47° 00' with the line between the counties of Joliette and Berthier; thence, northwest, following the said line between the counties of Joliette and Berthier, 812 chains to its meeting point with the Meridian line 74° 45'; thence, north, following the said Meridian line 74° 45', 88 chains; thence, east, 160 chains; thence, south, 100 chains; thence, east, 340 chains; thence, north, 760 chains, to the meeting point of the line between the counties of Berthier and Maskinongé; thence, northwest, following the said line between the counties of Berthier and Maskinongé, 128 chains; thence, east, 260 chains; thence, north, 1040 chains; thence, west, 208 chains; thence, north, 600 chains; thence, north, 82° 30' east, 452 chains; thence, north, 47° East, 240 chains; thence, north, 8° west, 168 chains; thence, north, 39° West, 140 chains; thence, north, 66° 30' East, 78 chains; thence, north, 8° West, 360 chains; thence, west, 48 chains up to the meeting point with the Meridian 74° 30'; thence, north, following the said Meridian 74° 30', 848 chains to the meeting point of the said Meridian 74° 30' with the Canadian National Railway line, southeast of Wykes; thence, in a general direction East, following the said Canadian National Railway line to the starting point.

THAT the order in council No. 1031, bearing date the 14th day of September, 1949, be consequently amended.

30469 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Compagnie "Art-Lay, Inc." incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Avis est, par les présentes, donné que le quinzième jour de janvier, 1951, à Québec, qu'un Règlement portant le numéro 3 a été adopté par les Directeurs de la Compagnie, décrétant la distribution de l'actif de la Compagnie à tous les actionnaires de cette dernière au prorata du nombre d'actions détenues par chaque actionnaire.

Miscellaneous Notices

The Company "Art-Lay, Inc." incorporated under the Quebec Companies Act.

Notice is hereby given that on the fifteenth day of January, 1951, at Québec, a By-law bearing number 3 was adopted by the Directors of the company, enacting the distribution of the assets of the company among all the shareholders of the latter, *pro rata* to the number of shares held by each shareholder.

Le dit Règlement comporte que, vu la vente des actifs de la Compagnie et vu le fait qu'il a été pourvu au paiement intégral et complet des dettes de la Compagnie, vu aussi le fait que les actifs comportent certaines créances résultant de ces ventes et différents placements, vu que la Compagnie n'a plus d'intérêt à continuer ses opérations, il y a lieu conséquemment d'adopter le dit Règlement N° 3 et de pourvoir à la distribution des actifs de la manière plus haut mentionnée, après avoir satisfait aux formalités et exigences et aux publications requises par la Loi des Compagnies de Québec et, spécialement, par l'article 90 de la dite loi.

Le Secrétaire,
30456-o ÉMILE TREMBLAY.

The said By-law sets forth that seeing the sale of the assets of the company and seeing the fact of the full and complete payment of the debts of the company, seeing also the fact that certain credits resulting from such sales, and different investments, seeing that the company has no further interest to continue its operations, it is therefore expedient to adopt said By-law No. 3 and to provide for the distribution of the assets in the manner above mentioned, after having complied with the required formalities and requirements and the publications required by the Quebec Companies Act, especially by section 90 of the said Act.

30456 ÉMILE TREMBLAY,
Secretary.

LASALLE STONE & MARBLE COMPANY LIMITED

Sommaire de règlement

Conformément au règlement passé par les directeurs le 22 juin 1951 et approuvé par les actionnaires le 22 juin 1951, il a été décrété que l'actif de la compagnie soit partagé au pro rata entre les actionnaires et que des procédures soient prises pour abandonner la charte de la compagnie.

Le Secrétaire,
30457-o H. R. HASTINGS.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Journalistes de Québec, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 juin 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30458-o JEAN BRUCHÉSI.

NORTH AMERICAN UTILITIES CORPORATION

Règlement adopté par le conseil d'administration de la compagnie ci-haut mentionnée, le 12 janvier 1950, et ratifié par les actionnaires d'icelle le 1er mai 1950, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de six à sept:

"Sur proposition dûment faite, secondée et approuvée à l'unanimité, il fut résolu:

Que le règlement N° 4 soit amendé en abrogeant la section "A" et en la remplaçant par la suivante:

"Nombre. Les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau de sept directeurs."

Certifié copie conforme.

Montréal, le 12 juin 1951.

Le Secrétaire,
30459-o J.-R. WILHELMY.

LASALLE STONE & MARBLE COMPANY LIMITED

Summary of By-Law

By by-law passed by the directors on the 22nd day of June, 1951, and approved by the shareholders on the 22nd day of June, 1951, it was enacted that the assets of the company be divided rateably amongst the shareholders and that proceedings be taken to surrender the Charter of the Company.

30457-o H. R. HASTINGS,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Journalistes de Québec, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 14, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, judicial district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
30458 Under Secretary of the Province.

NORTH AMERICAN UTILITIES CORPORATION

By-law adopted by the board of directors of the above mentioned company, on the 12th of January, 1950, and ratified by the shareholders thereof on the 1st of May, 1950, concerning the increase in the number of directors from six to seven:

"Upon motion duly made, seconded and unanimously approved, it was resolved:

That By-law No. 4 be amended by repealing section "A" and replacing it by the following:

"Number. The affairs of the company shall be managed by a board of seven directors."

Certified true copy.

Montreal, June 12, 1951.

30459 J. R. WILHELMY,
Secretary.

Charte — Abandon de

DAVID FIELD'S INCORPORATED

Avis public est par les présentes donné par nous, soussignés, la Compagnie "David Field's Incorporated", incorporée par Lettres Patentes

Charter — Surrender of

DAVID FIELD'S INCORPORATED

Public notice is hereby given by "David Field's Incorporated" incorporated by Letters Patent of April the 27th, 1937, having its principal place

en date du 27 avril 1937, ayant son principal bureau d'affaires en la Cité de Montréal, à tous les intéressés, que ladite compagnie demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte à toutes fins que de droit.

Et nous avons signé, à Montréal, ce 12ième jour de février, 1951.

30460-o Le Secrétaire,
ROMÉO DAOUST.

of business in the City of Montreal, District of Montreal, that the said Company will make an application to the Attorney-General, for acceptance of the surrender of its charter.

Dated at Montreal, the 12th of February, 1951.

30460-o ROMÉO DAOUST,
Secretary.

Département de l'Instruction publique

"Par l'arrêté en conseil N° 642 en date du 20 juin 1951, les commissaires d'écoles protestantes de la municipalité de La Grande Fresnière, dans le comté de Deux-Montagnes, ont été autorisés à changer le nom de cette municipalité en celui de "La municipalité scolaire protestante du Lac des Deux-Montagnes, dans les comtés des Deux-Montagnes et Laval".

Ce changement de nom prendra effet le 9 juillet.

Québec, 26 juin 1951.

30442-26-2 Le Surintendant,
O. J. DÉSALNIERS

N° 589-51.

Québec, le 27 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 juin 1951, de changer le nom de la municipalité scolaire du Village de Longueuil, dans le comté de Chambly en celui de "La Municipalité scolaire catholique de la Cité de Longueuil, même comté".

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30461-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 572-50.

Québec, le 28 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 juin 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, le territoire ci-dessous décrit, pour le former en une municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "Sainte-Marthe-sur-le-Lac", dans le comté des Deux-Montagnes.

Le territoire de cette nouvelle municipalité scolaire comprendra les terrains connus sous les numéros 123 à 198 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache et sera borné comme suit, savoir:

Vers le sud-est par le lac des Deux-Montagnes; vers le nord-est par le lot no 121, par le chemin du Lac, par le lot no 122 et par les lots nos 247, 249, 252, 254, 257, 260, 263 et 265 du même cadastre; vers le nord par les lots nos 245, 247 et 249 à 268 inclusivement; vers l'ouest par les lots nos 241, 254, 255, 258, 261, 265 et 266; vers le sud-ouest par la ligne limitative entre la paroisse de Saint-Eustache et la paroisse de Saint-Joseph.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30461-o O. J. DÉSALNIERS.

Department of Education

"By order-in-council No. 642, dated June 20th, 1951, the Protestant School Commissioners for the municipality of La Grande Fresnière, in the County of Two Mountains, were authorized to change the name of that municipality to "The Protestant School Municipality for the Lake of two Mountains, in the Counties of Two Mountains and Laval".

This change in name will become effective on July 9th."

Québec, June 26th, 1951.

30442-26-2-o O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent.

No. 589-51.

Québec, June 27, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated June 20, 1951, to change the name of the school municipality of the Village of Longueuil, in the county of Chambly, to that of "The Catholic School Municipality of the city of Longueuil", same county.

Said Order in Council to take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

30461 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 572-50.

Québec, June 28, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated June 20, 1951, to detach from the school municipality of Saint-Eustache, in the county of Two-Mountains, the territory hereinunder described, to erect the same into a separate school municipality for Catholic tax-payers only, under the name of "Sainte-Marthe-sur-le-Lac", in the county of Two Mountains.

The territory of this new school municipality to comprise the lots of land known under numbers 123 to 198 inclusively, of the official plan and book of reference for the parish of St-Eustache, and to be bounded as follows, to wit:

Towards the southeast by the Lake of Two Mountains; towards the northeast, by lot No. 121, by the Lake road, by lot No. 122 and by lots Nos. 247, 249, 252, 254, 257, 260, 263 and 265 of the same cadastre; towards the north by lots Nos. 245, 247 and 249 to 268 inclusively; towards the west by lots Nos. 241, 254, 255, 258, 261, 265 and 266; towards the southwest by the limit line between the parish of Saint-Eustache and the parish of Saint-Joseph.

The said order in council to become effective on the 1st of July, 1951.

30461 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1068-49.

Québec, le 27 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 juin 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François-Ouest, dans le comté de Beauce, l'emplacement de l'école no 8 de cette dite municipalité scolaire de Saint-François-Ouest, situé sur le lot 1736 du cadastre officiel de Saint-François et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Alfred, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30461-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1068-49.

Quebec, June 27, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 20, 1951, to detach from the school municipality of Saint-François-Ouest, in the county of Beauce, the emplacement of School No. 8, of this said school municipality of Saint-François-Ouest, situate on lot 1736 of the official cadastre for Saint-François, and to annex the same to the school municipality of Saint-Alfred, in the same county.

Said Order in Council to take effect on July 1, 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 450-50-REP.

Québec, le 28 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 juin 1951, de détacher de la municipalité scolaire de St-Joachim, dans le comté de L'Assomption, les lots numéros 329 et 330 du cadastre officiel de Ste-Anne-des-Plaines et de les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Anne-des-Plaines, N° 2, dans le comté de Terrebonne.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30461-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 450-50-REP.

Quebec, June 28, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 20, 1951, to detach from the school municipality of St-Joachim, in the county of l'Assomption, lots numbers 329 and 330 of the official cadastre for Ste-Anne-des-Plaines, and to annex the same to the school municipality of Ste-Anne-des-Plaines No. 2, in the county of Terrebonne.

Said Order in Council to take effect on July 1st, 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 224-51

Québec, le 27 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 juin 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est, dans le comté de Papineau, la partie du lot N° 5 du rang II, (2) du canton de Templeton, appartenant à monsieur Réal Beauchamp, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Cousineau, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30461-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 224-51

Quebec, June 27, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 20, 1951, to detach from the school municipality of Templeton-East, in the county of Papineau, the part of lot No. 5 of range II (2) of the township of Templeton, belonging to Mr. Réal Beauchamp, and to annex the same to the school municipality of Cousineau, in the same county.

Said Order in Council to take effect on the first of July, 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 456-51

Québec, le 27 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 juin 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Wright, dans le comté de Gatineau, les lots numéros 49 à 58 inclusivement des rangs VIII (8) et IX (9) du canton de Wright et de les annexer à la municipalité scolaire de Blue-Sea-Lake, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30461-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 456-51

Quebec, June 27, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 20, 1951, to detach from the school municipality of Wright, in the county of Gatineau, lots Nos. 49 to 58 inclusively of ranges VIII (8) and IX (9) of the township of Wright, and to annex the same to the school municipality of Blue-Sea-Lake, in the same county.

Said Order in Council to take effect on the first of July, 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Avis est, par les présentes, donné que la session annuelle du Bureau des Examineurs des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles aura lieu à l'École normale Laval, Québec, du 20 au 24 août prochain. L'examen des candidats commencera lundi, le 20, à deux heures de l'après-midi.

Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au neuvième jour d'août 1951, à Monsieur B.-O. Filteau, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six dollars, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Québec, le 29 juin 1951.

Le Surintendant,
30475-27-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Notice is hereby given that the annual session of the Board of Examiners for the examination of candidates for the position of Inspector of Catholic Schools will be held at the Laval Normal School, in Quebec, from the twentieth to the twenty-fourth of August 1951. The examination of candidates will begin on Monday, the twentieth at 2.00 P.M.

Any person wishing to take this examination shall forward to Mr. B.-O. Filteau, Secretary of the Catholic Committee of the Council of Education, between this date and the ninth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the School Regulations.

Quebec, June 29th, 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 657 du 13 mai 1948, dans sa teneur modifiée, comme suit:

1° La cédule de salaires apparaissant à l'article III sera remplacée par la suivante:

"Métiers"	Salaires horaires
Briqueur	\$1.37
Charpentier-menuisier	1.17
Chauffeur de bouilloires devant posséder un certificat de 4ème classe	0.85
Chauffeur de camion (construction)	0.80
Chauffeur (construction)	1.00
Conducteur, attelage simple ou double	0.80
Conducteur de béliet mécanique	1.10
Conducteur de niveleuse	1.10
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	1.10
Conducteur de tracteur	1.00
Couvreur: amiante, ardoise, tuile	1.05
Couvreur (composition)	1.05
Décorateur	1.17
Electricien: compagnon	1.10
Faiseur de planchers	1.05
Ferblantier-couvreur	1.05
Finisseur de ciment	1.05
Finisseur de planchers (boutique ou chantier)	1.00
Finisseur de planchers (grattés à la main ou à la machine)	0.95
Finisseur de planchers en mastic	0.95
Foreur, dynamiteur	1.05
Forgeron	1.05
Aide forgeron	0.85
Gardien, employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)	0.85
Gréeur	0.90
Journalier	0.90
Lettreur pour fins commerciales	1.10
Limeur de scie	1.17
Machiniste	0.90
Maçon (y compris tailleur sur chantier)	1.37
Manœuvre (aide plâtrier, briquetier, maçon)	0.85
Mécanicien	1.05
Mécanicien en isolement d'amiante	1.10
Mécanicien de machines fixes ou portatives	1.05
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage: Compagnon	1.22
Compagnon junior	1.12
Ouvrier tôlier (boutique ou chantier)	1.05
Peintre	1.12
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte	0.80
Plâtrier	1.25
Porteur d'eau	0.70
Porteur d'oïseau	0.90
Poseur d'armature métallique en béton	0.90
Poseur de gicleurs	1.15
Poseur de lattes en bois (ten-test, gyproc ou autre)	1.05

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941) chapter 163 and amendments, that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to him a request to amend the decree number 657 of May 13, 1948, as amended, as follows:

1. The wage scale contained in section III will be replaced by the following:

Trades	Hourly rates
Bricklayer	\$1.37
Carpenter-joiner	1.17
Boiler fireman with 4th class certificate	0.85
Truck driver (construction)	0.80
Fireman (construction)	1.00
Horse driver, single or team	0.80
Bulldozer operator	1.10
Grader operator	1.10
Roller operator (steam or gasoline)	1.10
Tractor operator	1.00
Roofer: asbestos, slate, tile	1.05
Roofer (composition)	1.05
Decorator	1.17
Electrician: journeyman	1.10
Floor layer	1.05
Sheet metal worker-roofer	1.05
Cement finisher	1.05
Floor finisher (shop or field)	1.00
Floor finisher (machine or hand scraping)	0.95
Mastic floor finisher	0.95
Driller, blaster	1.05
Blacksmith	1.05
Blacksmith's helper	0.85
Watchman, also employed as fireman with 4th class certificate (no daily limit of the duration of work, weekly maximum of 72 hours)	0.85
Rigger	0.90
Labourer	0.90
Commercial letterer	1.10
Saw setter	1.17
Machinist	0.90
Mason (including cutter on field)	1.37
Labourer (plasterer's, bricklayer's, mason's helper)	0.85
Mechanic	1.05
Asbestos insulation mechanic	1.10
Stationary or portable engineman	1.05
Pipe mechanic, plumber, steamfitter: Journeyman	1.22
Junior journeyman	1.12
Tinsmith (shop or field)	1.05
Painter	1.12
Asphalt ramming, smoothing and spreading	0.80
Plasterer	1.25
Water carrier	0.70
Hod carrier	0.90
Concrete steel reinforcement layer	0.90
Sprinkler fitter	1.15
Lather, wood (ten-test, gyproc, etc.)	1.05

Poseur de lattes métalliques.	1.05	Lather, metal.	1.05
Poseur de liège isolateur.	0.95	Cork insulation layer.	0.95
Poseur de marbre.	1.27	Marble setter.	1.27
Poseur de planchers en mastic.	1.05	Mastic floor layer.	1.05
Poseur de terrazzo.	1.16	Terrazzo layer.	1.16
Poseur de tuiles.	1.26	Tile layer.	1.26
Poseur de tuile, asphalte.	0.90	Tile, asphalt layer.	0.90
Poseur de Weatherstrips.	1.05	Weatherstrip layer.	1.05
Préposé aux ascenseurs et monte-charge. .	0.80	Elevator operator.	0.80
Préposé aux machines à polir le terrazzo à sec.	1.05	Terrazzo polishing machine operator, dry. .	1.05
Préposé aux machines à polir le terrazzo à l'eau.	0.90	Terrazzo polishing machine operator, wet. .	0.90
Préposé aux grues.	1.10	Crane operator.	1.10
Préposé aux compresseurs.	0.95	Compressor operator.	0.95
Préposé aux malaxeurs à vapeur, à gazoli- ne, à l'huile, à l'électricité.	1.05	Steam, gasoline, oil or electric mixer oper- ator.	1.05
Préposé aux pelles à vapeur, à gazoline, à l'huile, à l'électricité.	1.05	Steam, gasoline, oil or electric shovel oper- ator.	1.05
Ratasseur d'asphalte.	0.80	Asphalt raker.	0.80
Soudeur en tuyauterie (oxygène ou élec- tricité).	1.00	Pipe welder (acetylene or electric arc) ...	1.00
Tapisier.	1.17	Paper hanger.	1.17
Vaporisateur.	1.17	Sprayman.	1.17
Vitrier.	1.12	Glazier.	1.12

Par semaine

per week

Vérificateur du matériel et pointeur.	36.00	Material checker and timekeeper.	36.00
--	-------	---------------------------------------	-------

Gardien sur chantier (nuit et jour) les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise (maximum de 72 heures par semaine) 36.00
Les heures de travail en plus du maximum hebdomadaire doivent être rémunérées à raison de \$0.75 l'heure."

2° Que le paragraphe "d" suivant soit ajouté à l'article IV:

"d) Cependant, pour le village de Shawbridge et cette partie de la juridiction territoriale située au sud dudit village, les heures de travail seront réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., du lundi au vendredi (9 heures par jour, avec maximum de 45 heures par semaine et pas de travail le samedi)."

3° Les dispositions suivantes seront ajoutées au paragraphe "g" de l'article XI:

"Mécanicien en isolement d'amiante... 3 ans"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1951. 30473-o

Watchman, field (night and day). The hours of work shall be as required by employer maximum of 72 hours per week) 36.00
The hours of work in excess of the weekly maximum shall be paid at the rate of \$0.75 per hour."

2. The following subsection "d" will be added to section IV:

"d) However, in the village of Shawbridge and that part of the territorial jurisdiction south of the said village, the hours of work shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Friday (9 hours per day with a weekly maximum of 45 hours, no work on Saturday)."

3. The following provisions will be added to subsection "g" of section XI:

"Asbestos insulation mechanic... 3 years"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1951. 30473-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'Industrie de la confection pour dames, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 2375, du 9 septembre 1937, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 640, du 20 juin 1951 (section "E"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet, 1951, au 30 juin 1952, ladite cotisation s'exerce de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree number 2375 of September 9, 1937, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 640 of June 20, 1951, part "E", to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from July 1st, 1951, to June 30th, 1952, and apply as hereinafter mentioned:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la confection pour dames assujettis au décret numéro 2375 et amendements, doivent verser au Comité conjoint de la confection pour dames, dans la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés des deux sexes (à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau) assujettis audit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la confection pour dames, assujettis au décret numéro 2375 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et faire parvenir les montants ainsi perçus audit Comité paritaire en même temps que leur propre cotisation, dans les quatre jours qui suivent la date à laquelle les dits salaires hebdomadaires sont payables aux salariés.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période commençant le 1er juillet 1951, et se terminant le 30 juin 1952.

État des recettes et déboursés du Comité conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames dans la province de Québec, pour une année, du 1er juillet 1951, au 30 juin 1952.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$30,000.00
Salariés.....	30,000.00
Intérêt sur obligations.....	1,171.50
Revenus légaux.....	200.00
	\$61,371.50
<i>Déboursés:</i>	
Salaires (bureau).....	\$12,400.00
Salaires des inspecteurs et inspections supplémentaires.....	15,500.00
Administration.....	10,080.00
	\$37,980.00

Téléphone et télégrammes.....	375.00
Frais de déplacement.....	3,500.00
Loyer.....	3,500.00
Taxes.....	200.00
Papeterie, timbres et dépenses de bureau.....	4,000.00
Frais légaux.....	5,000.00
Audition.....	450.00
Electricité.....	50.00
Billet de tramways et déplacement local.....	250.00
Accessoires de bureau.....	1,000.00
Assurance chômage.....	200.00
Frais de cautionnement,	

a) All professional employers in the Ladies' Cloak and Suit Industry subject to decree number 2375 and amendments must pay to the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of salaries, bonuses and allowances paid to their employees of both sexes, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees, subject to the said decree.

b) All employees of both sexes of the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to decree number 2375 and amendments are obliged to contribute to the said Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salaries, bonuses and allowances, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees.

2. Mode of collection

The professional employer must collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit the amount so collected to the said Parity Committee together with his own assessment not later than four (4) days from the date when the said weekly wages were due to the employees.

3. Financial Report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimated statement of the receipts and expenditures of the Parity Committee for the period beginning July 1st, 1951 and ending June 30th, 1952, is hereto annexed.

The Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry of the Province of Quebec estimated receipts and expenditures from July 1st, 1951 to June 30th, 1952.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional Employers.....	\$30,000.00
Employees.....	30,000.00
Bond interest.....	1,171.50
Miscellaneous Legal Income.....	200.00
	\$61,371.50
<i>Expenditures:</i>	
Office salaries.....	\$12,400.00
Inspectors' Salaries and extra inspection.....	15,500.00
Administration.....	10,080.00
	\$37,980.00

Telephone & Telegraph.....	375.00
Travelling Expenses.....	3,500.00
Rent.....	3,500.00
Taxes.....	200.00
Stationery, Postage, and Office Expenses.....	4,000.00
Legal Fees.....	5,000.00
Audit Fees.....	450.00
Lights.....	50.00
Carfare & Local Transportation....	250.00
Office Equipment.....	1,000.00
Unemployment Insurance.....	200.00
Insurance Guarantee Bond	

Dépenses divers, Enquêtes spéciales, Frais de banque Jetons de présence, Dépenses des inspecteurs, etc.	4,650.00	Miscellaneous Expenses Special Investigations Bank Charges Committee Meeting Expenses Inspectors' Expenses, Etc.	4,650.00
	\$23,175.00		\$23,175.00
	\$61,155.00		\$61,155.00
Surplus prévu.	216.00	Estimated Surplus.	216.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1951. 30473-o

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1951. 30473-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la Région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973, du 30 juin 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 670 du 28 juin 1951, section "A", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1951 au 10 juillet 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen de \$36.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement, Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee Metal Trades of the Quebec District, formed under decree number 973 of June 30, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 670 of June 28, 1951, part "A", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, according to the following conditions:

1. Assessments

The period of levy extends from July 10, 1951, to July 10, 1952; this levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 973, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree (fixed wages, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the said decree, number 973, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage of \$36.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 973, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (fixed wages, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiry of the period for which it is exigible: the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Committee by his

pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier.

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1951 et le 10 juillet 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC
101, rue St-Roch, Québec.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 juillet 1951 et le 10 juillet 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 4,900.00
Salariés	4,900.00
Artisans	400.00
	<u>\$10,200.00</u>

Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	\$ 3,640.00
Inspecteurs	3,640.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	400.00
Administration	100.00
Loyer du bureau	320.00
Frais légaux	500.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégramme	250.00
Ameublement et accessoires de bureau	200.00
Vérification des livres	100.00
Assurances et frais de cautionnement	25.00
Frais de déplacement du président et membres	50.00
Jetons de présence aux membres du comité	450.00
Bureau d'examineurs	300.00
Dépréciation	50.00
Dépenses diverses et imprévues.	175.00
	<u>\$10,200.00</u>

employees. The Committee has the right to exact sworn reports whenever it deems it advisable.

The assessments enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Metal Trades Parity Committee of the Quebec District for the period between July 10, 1951, and July 10, 1952.

METAL TRADES PARITY COMMITTEE OF THE QUEBEC DISTRICT
101 St-Roch street, Quebec, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 10, 1951 and July 10, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 4,900.00
Employees	4,900.00
Artisans	400.00
	<u>\$10,200.00</u>

Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	\$ 3,640.00
Inspectors	3,640.00
Travelling expenses:	
Inspectors	400.00
Administration	100.00
Office rent	320.00
Legal fees	500.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	250.00
Furniture and office equipment	200.00
Audition	100.00
Insurance and fidelity bond	25.00
Travelling expenses of the chairman and committee members	50.00
Meeting expenses of the committee members	450.00
Board of examiners	300.00
Depreciation	50.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	175.00
	<u>\$10,200.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1951.

30473-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1951.

30473-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

AVIS POUR ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
NOTICE FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Résidence Residence	Age	Collège College
Dennault	Jacques	St-Jean, Qué.	20	Séminaire de St-Jean.

Valleyfield, le 3 juillet 1951. — Valleyfield, July 3, 1951.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
RICHARD LAFONTAINE,
Secretary of the Bar of Richelieu.

30471-27-2-o

Liquidations, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des actionnaires de la compagnie "Fortin Frères Limitée — Fortin Brothers Limited", tenue le 24 novembre 1950 dans le village de Rougemont, lieu du siège social de ladite compagnie, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de la compagnie soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chap. 278, et que MM. J.-Willie Lassonde, de Rougemont, et Jean-Paul Letourneau, industriel, de Saint-Césaire, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 20 juin 1951.Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.
30462-o

AVIS DE DISCONTINUATION DES OPERATIONS

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de Ouellet Automobiles Inc. tenue le 16 juin 1951, un règlement a été adopté à l'unanimité, décrétant la discontinuation des opérations de la compagnie, conformément aux dispositions de la loi des Compagnies de Québec.

Rimouski, ce 16 juin 1951.
(Sceau) La Secrétaire,
30463-o CATHERINE E. C. OUELLET.

AVIS DE LIQUIDATION

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu à l'article 276 de la loi des assurances de Québec, que l'Union Secourable des Cordonniers de Québec a décidé de liquider ses affaires à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue le 4 juillet 1951 et que de nouveaux membres ne pourront être acceptés à compter du 22 août 1951.

Monsieur Adélar Girard, 287, rue Franklin, Québec, a été proposé comme liquidateur à cette même assemblée et sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale subséquente des membres de l'Association qui sera tenue le 22 août 1951.

Donné à Québec, le quatrième jour de juillet 1951.

Le Secrétaire,
ALBERT GINGRAS.
30470-27-2-o

Winding up Notices

Notice is hereby given that, at a general meeting of the shareholders of the company "Fortin Frères Limitée — Fortin Brothers Limited", held on the 24th day of November, 1950, in the village of Rougemont, where the head office of the company is situated, a resolution was adopted, to the effect that the affairs of the company be voluntarily wound-up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Winding Up Act, R.S.Q., 1941, chapter 278, and that Messrs. J. Willie Lassonde, of Rougemont, and Jean Paul Letourneau, industrialist, of Saint-Césaire, be appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 20th day of June, 1951.JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
30462

NOTICE OF DISCONTINUATION OF OPERATIONS

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of "Ouellet Automobiles Inc.", held on June 16, 1951, a By-law was unanimously adopted, enacting the discontinuation of the company's operations, in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act.

Rimouski, June 16, 1951.
(Seal) CATHERINE E. C. OUELLET,
30463 Secretary.

NOTICE OF LIQUIDATION

Notice is hereby given, under the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act, that "Union Secourable des Cordonniers de Québec" decided to wind up its affairs, at a special general meeting of its members, held on the 4th day of July, 1951, and that new members shall not be accepted as from the 22nd of August, 1951.

Mr. Adélar Girard, 287 Franklin street, Québec, was proposed as liquidator at this same meeting and will be officially appointed at a subsequent general meeting of the members of the association to be held on the 22nd of August, 1951.

Given at Québec, this fourth day of July, 1951.

ALBERT GINGRAS,
Secretary.
30470-27-2

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée, constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 mai 1951, et ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, a établi son siège social au N° 367 rue St-Joseph, cité de Québec.

Québec, 23 mai 1951.

Les Procureurs de la compagnie,
30464 GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

Canada, Province de Québec, district de Québec

STATION PARADIS LTÉE

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Station Paradis Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29ème jour de mai 1950 et enregistrées le 16 juin 1950, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au N° 230 rue de la Couronne, dans la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Québec, ce vingt-troisième jour de mai 1951.

Le Secrétaire,
30465-o J.-P. PARADIS.

Head Offices

Notice is given that the company "L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée", incorporated by letters patent dated May 14th, 1951, and having its principal place of business in the city of Québec, has established its head office at No. 367 St. Joseph Street, Québec City.

Québec, 23rd May, 1951.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
30464-o Attorneys for the company.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

STATION PARADIS LTÉE

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Station Paradis Ltée", incorporated by letters patent bearing date the 29th day of May, 1950, and registered on June 16, 1950, and having its head office in the city of Québec, has established its office at No. 230 de la Couronne Street, in the city of Québec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this twenty-third day of May, 1951.

J.-P. PARADIS,
30465 Secretary.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE D'AYLMER
(COMTÉ DE GATINEAU)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-B. Laframboise, secrétaire-trésorier, C.P. 163, Aylmer, comté de Gatineau, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 23 juillet 1951, pour l'achat de \$255,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville d'Aylmer, comté de Gatineau, datées du 1er juin 1951 et remboursables par séries du 1er juin 1952 au 1er juin 1966 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$255,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1952.	x\$20,000.00
1er juin 1953.	x 21,000.00
1er juin 1954.	x 22,000.00
1er juin 1955.	x 22,500.00
1er juin 1956.	x 23,500.00
1er juin 1957.	x 24,500.00
1er juin 1958.	x 25,500.00
1er juin 1959.	x 26,500.00
1er juin 1960.	9,000.00
1er juin 1961.	9,000.00
1er juin 1962.	9,500.00
1er juin 1963.	10,000.00
1er juin 1964.	10,500.00

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF AYLMER
(COUNTY OF GATINEAU)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, J. B. Laframboise, secretary-treasurer, P.O. Box 163, Aylmer, county of Gatineau, up to eight o'clock in the evening, Monday, the 23rd day of July, 1951, for the purchase of \$255,000 of bonds of the School Commission of the Town of Aylmer, county of Gatineau, dated the 1st of June, 1951, and redeemable serially from the 1st of June, 1952, to the 1st of June 1966 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$255,000 — 15 years

Year	Capital
1st June 1952.	x\$20,000.00
1st June 1953.	x 21,000.00
1st June 1954.	x 22,000.00
1st June 1955.	x 22,500.00
1st June 1956.	x 23,500.00
1st June 1957.	x 24,500.00
1st June 1958.	x 25,500.00
1st June 1959.	x 26,500.00
1st June 1960.	9,000.00
1st June 1961.	9,000.00
1st June 1962.	9,500.00
1st June 1963.	10,000.00
1st June 1964.	10,500.00

1er juin 1965..... 10,500.00
1er juin 1966..... 11,000.00

1st June 1965..... 10,500.00
1st June 1966..... 11,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$149,600 accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$18,700.00 chacun, de 1952 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Aylmer.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires qui sera tenue lundi le 23 juillet 1951, à 8 heures p.m., en l'école Labelle d'Aylmer.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Aylmer, (Comté de Gatineau), ce 21ème jour de juin, 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B. LAFRAMBOISE.

C.P. 163, Aylmer,
Comté de Gatineau, Qué.

30466-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$149,600 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$18,700 each, from 1952 to 1959 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Aylmer.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Commissioners to be held on Monday, the 23rd day of July, 1951, at eight o'clock in the evening, in the Labelle School of Aylmer.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Aylmer (County of Gatineau) this 21st day of June, 1951.

The Secretary-Treasurer,
J. B. LAFRAMBOISE.

P.O. Box 163, Aylmer,
County of Gatineau, Que.

30466

Vente par licitation

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le District de Montréal, rendu le 15 mai 1951, dans une cause N° 299042, dans laquelle Dame Gertrude Labelle des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Roger Bergeron, propriétaire de taxis du même lieu, ce dernier pour autoriser sadite épouse, Dame Pauline Labelle, de la Ville de Pont-Viau, district de Montréal, épouse séparée de biens de Roméo Paquin, opérateur mécanicien du même lieu, ce dernier pour autoriser sadite épouse, Dame Rachel Labelle de la Ville de Pont-Viau, district de Montréal, épouse séparée de biens de Paul-Émile Boisvert, plombier du même lieu, ce dernier pour autoriser sadite épouse, Dame Lucia Labelle de la Municipalité de Chandler Station, district de Gaspé, épouse séparée de biens de Roland Lafontaine du même lieu, ce dernier pour autoriser sadite épouse, sont demandereses et Dame Lucienne Labelle, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Raymond Hébert, chauffeur de taxi du même lieu, ce dernier pour autoriser sadite épouse, et Dame Germaine Paquette de la Ville de Pont-Viau, district de Montréal, veuve non remariée de feu Joseph Labelle, en son vivant bourgeois du même lieu, cette dernière en sa qualité de tutrice de Roger Labelle, enfant mineur du même lieu et ledit Raymond Hébert en sa qualité de subrogé-tuteur audit enfant mineur, sont défendeurs, la licitation de l'immeuble ci-après désigné a été ordonnée, savoir:

Sale by Licitaton

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered the 15th May 1951, in a case No. 299042 wherein Dame Gertrude Labelle of the City and District of Montreal, wife separate as to property of Roger Bergeron, taxi owner of the same place, the latter to authorize his said wife, Dame Pauline Labelle, of the Town of Pont-Viau, district of Montreal, wife separate as to property of Roméo Paquin, mechanic of the same place, the latter to authorize his said wife, Dame Rachel Labelle to the Town of Pont-Viau, district of Montreal, wife separate as to property of Paul-Emile Boisvert, plumber of the same place, the latter to authorize his said wife, Dame Lucia Labelle of the Municipality of Chandler Station, district of Gaspé, wife separate as to property of Roland Lafontaine of the same place, the latter to authorize his said wife, are plaintiffs and Dame Lucienne Labelle, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Raymond Hébert, taximan of the same place, the latter to authorize his said wife, and Dame Germaine Paquette of the Town of Pont-Viau, district of Montreal, unmarried widow of the late Joseph Labelle, in his lifetime gentleman of the same place, the latter in her quality as tutrix to Roger Labelle, minor of the same place and the said Raymond Hébert in his quality of subrogate tutor to the said minor, are Defendants, the licitation of the immovable hereinafter designated has been ordered, to wit:

"Un emplacement situé dans la Paroisse de St-Christophe de Pont-Viau, dans le Comté de Laval, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, de la Paroisse de St-Vincent-de-Paul, comme étant le lot numéro cinquante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-deux (32-58) avec une maison dessus construite portant le N° 129 de la rue St-Hubert dans ledit Village de Pont-Viau, (aujourd'hui la ville de Pont-Viau). Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble."

Un dépôt de \$1,200.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur le susdit immeuble.

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le MARDI, VINGT-ET-UN AOÛT, 1951, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure de Montréal, Cour tenante, dans la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, il seront forclos du droit de le faire.

Montréal, 30 juin 1951.

Les Procureurs des demandereses,
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
30467-27-2-o 84 rue Notre-Dame ouest, Montréal.

"An emplacement situate in the Parish of St-Christophe of Pont-Viau, in Laval County, known and designated on official plan and book of reference, of the Parish of St-Vincent-de-Paul, as being lot Number fifty-eight of official subdivision of original lot number thirty-two (32-58) with a house thereon erected bearing N° 129 of St-Hubert street in the said Village of Pont-Viau (now Town of Pont-Viau). As the whole now subsists with its servitudes active and passive, apparent or occult attached to said immovable."

A deposit of \$1,200.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immovable.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on TUESDAY, the TWENTY-FIRST of AUGUST, 1951, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, Montreal time, Sitting the Court, in the Court Room No. 31, of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, June 30th 1951.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Attorneys for plaintiffs.
30467-27-2-o 84 Notre Dame West, Montreal.

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES
COMTÉ DE LAVAL

Avis public est, par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, en l'Hôtel de Ville, de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent cinquante-et-un (1951), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 11 juin 1951, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Georges V, chapitre 33, section 3.

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES
COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by Public Auction at the office of Pointe-aux-Trembles, on THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of JULY, nineteen hundred and fifty-one (1951), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 11th, 1951, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of Article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Bream, Prudent, Mme.	177.	591, 592.
Caron, Mathilda.	177.	331.
Chartier, Liguori.	229.	17.
Chase, Harry & Margaret O'Connell.	182.	168, 169.

Noms des propriétaires — Name of Proprietors	Cadastré — Cadastral	Subdivisioins
Cloutier, Marcel & Eugène.	180.	233.
Dery, Georges-E.	211.	597 à-to 602 incl.
Desmarais, Jos.-Félix.	175.	11.
Fleurant, Oscar.	177.	146.
Gauthier, J.-Paul.	101, avec-with	202.
	108.	148.
	101, avec-with	293.
	108.	149.
Gendreau, Alphonse-B.	206.	1537, 1538.
Keable, Joseph.	211.	887 à-to 889 incl.
Kozlowski Bron.	182, avec-with	328.
	181.	380.
Lecours, Alice, veuve de-widow of Alphonse Lepage.	227.	151, 153.
Lecours, Alma, épouse de-wife of Alfred Angelini.	184.	368.
Lecuyer, Eugène.	208.	273.
Letarte, Méthode.	211.	539.
Milot, Roch.	100.	188.
Raymond, Marius.	184.	470 à-to 475 incl.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la Ville de la Pointe-aux-Trembles.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes et occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville de la Pointe-aux-Trembles, ce vingt-sixième jour du mois de juin, mil neuf cent cinquante-et-un.

(Sceau).

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-A. TRUDEAU.

30441-26-2-o

Province de Québec

VILLE SAINT-MICHEL
COMTÉ LAVAL

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles, this twenty-sixth day of June, nineteen hundred and fifty-one.

(Seal).

PAUL-A. TRUDEAU,
Secretary-treasurer.

30441-26-2-o

Province of Quebec

TOWN OF SAINT MICHEL
LAVAL COUNTY

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville Saint-Michel, MARDI (24) le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent cinquante et un (1951) à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 15 juin 1951 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V., chapitre 33, section 3.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Saint Michel on TUESDAY (24) the TWENTY-FOURTH day of JULY nineteen hundred and fifty-one (1951) at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated June 15th, 1951, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24 Geo. V, Cap. 33, Section 3.

Noms des propriétaires — Names of Proprietors	Cadastré — Cadastral	Subdivisions
Wilfrid St-André.	343.	972, 973
(Avec bâtisse dessus érigée) A distraire cependant du lot cadastre 343, subd. 972, une lisière de 4' de largeur par 27'6" de profondeur sur le côté ouest dudit lot.	(With building thereon erected) To distract from the lot cadastre 343, subd. 972, a strip of land of 4' wide by 27'6" on the west side of the said lot.	
George Knapp.	364.	949, 950
Roland Guillemette.	442.	336, 337, 338 et 1/3 de 339, côté sud (south side)
Donat Brouillard.	442.	744, 745
(Avec bâtisse dessus érigée) A distraire du lot cadastre 442, subd. 745, la moitié dudit lot, du côté sud est, appartenant à M. Gaston Brouillard.	(With building thereon erected) To distract the half part of lot cad. 442, subd. 745, from south east side, belonging to Mr. Gaston Brouillard.	

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Henry Clarke..... (Avec bâtisse dessus érigée).....	443..... (With building thereon erected).....	535
Peter Wolowicz..... Gabrielle Gervais, épouse de (wife of) Honoré Handfield..... (Avec bâtisse dessus érigée).....	443..... 443..... (With building thereon erected).....	546 675
Param Oliansky, épouse de (wife of) — Pol. Rysak et al..... St. Lawrence Investment Co. Ltd.,..... Jeanne Morneau, épouse de (wife of) Adrien Pilote..... (Avec bâtisse dessus érigée).....	443..... 474..... 474..... (With building thereon erected).....	701, 702 129 262, 263, 264
A distraire cependant du lot cadastre 474, subd. 264, la moitié dudit lot, côté nord, dont l'autre partie appa- rtient à M. Léopold Carrier.	To distract from lot cad. 474, subd. 264, the half part of the said lot, north side, the other part belonging to Mr. Leopold Carrier.	
Henry Clarke..... A distraire du lot cadastre 443, subd. 551, 8' de front par la profondeur dudit lot, côté sud est, dont l'autre partie appartient à M. Raymond.	443..... To distract from cad. 443, subd. 551, a part of land having 8' wide by the depth of the said lot, south east side, the other part belonging to Mr. Raymond.	551 & 552

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville de Saint-Michel.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville Saint-Michel, ce (26) vingtième jour du mois de juin mil neuf cent cinquante et un (1951).

Vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier.
A. E. CHEVRIER.

30424-26-2-o

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Saint Michel.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Saint Michel this (26) twenty-sixth day of June, nineteen hundred and fifty-one (1951).

True copy.

A. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

30424-26-2-o

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE MONTRÉAL-NORD
COMTÉ LAVAL

TOWN OF MONTREAL-NORTH
LAVAL COUNTY

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville Montréal-Nord, MERCREDI (25) le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent cinquante et un (1951) à DIX heures de l'avant-midi heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 15 juin 1951 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the Town of Montreal-North, on WEDNESDAY (25) the TWENTY-FIFTH day of JULY nineteen hundred and fifty-one (1951) at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated June 15th, 1951, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Léon Hersteller M. & Mme (Mr. & Mrs).....	29.....	720
Succ. Astate Lorn G. Hicks.....	30.....	120, 121, 122
Rodolphe Laporte..... (Avec bâtisse dessus érigée).....	31..... (With building thereon erected).....	86, 87
Renaud Joseph Roland, Léo, Jos. Nap. Roger, Jos. Stanislas, Robert, Jos Roméo Raymond, Jos Rodrigue et Jos Léon René (ses enfants) (his children).....	35..... 36..... 37.....	31 à 38 incl., 658 387
Siméon Rivest.....	37.....	482
Wilfrid Dubois (Vve — widow).....	45.....	495
Victor Côté (Mme — Mrs).....	48.....	23, 25
Annette Ouimet..... (Avec bâtisse dessus érigée).....	 (With building thereon erected).....	
Gratton et al, Jeanne, Marcelle, Lucienne, Roland, Simone, Marie- Gertrude, Jacques.....	53.....	22
Phil. Turcotte, (Mme — Mrs.)..... (Avec bâtisse dessus érigée).....	60..... (With building thereon erected).....	6
Florida Gadory..... (Avec bâtisse dessus érigée).....	60..... (With building thereon erected).....	37

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Edmour Robert	60.....	47
J. G. A. Thibault & Edouard Thibault	61.....	617
Marcel Lemieux (Mme — Mrs.)	63.....	115, 116, 117
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
S. M. Assaly	65.....	72, 73
Anthime Hamel (Mme — Mrs.)	65.....	P
John G. Sproson	79.....	641
Joseph Ranger (Vve — Widow)	82.....	227, 228, 229
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
E. Albert Duchesne	82.....	590
Ostias Maur (Mme — Mrs.)	90.....	585, 586, 587
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Hubert Comtois	93.....	107, 108
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Mathias Prévost	114.....	223, 224
A distraire cependant des susdits lots une certaine partie vendue à la Ville Montréal-Nord pour l'élargissement de la Ville Saint Michel. To distract from the said lots a certain part sold to the Town of Montreal North for the widening of Saint Michel Blvd.		
Roger Ménard	115.....	135, 136, 137, 138

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville de Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville Montréal-Nord, ce (26) vingt-sixième jour du mois de juin, mil neuf cent cinquante et un (1951).

(Vraie copie)

Le Secrétaire-trésorier,
A. E. CHEVRIER.

30423-26-2-o

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Montreal-North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal-North, this (26th) twenty-sixth day of June, nineteen hundred and fifty-one (1951).

(True copy)

A. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

30423-26-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le résent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour supérieure

Canada, Province de Québec, District de Bedford, N° 3001. ARMAND BRIERE, ferblantier et plombier de Mansonville, district de Bedford, demandeur, vs GLENTON

MILLS LIMITED corps politique et incorporé avec siège social et place d'affaires à Glen Sutton, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur,

"Une bâtisse et son contenu sise sur les lots 130 et 347 du cadastre officiel du caton de Sutton; la dite et son contenu formant moulin à scie."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique St-Simon d'Abercorn, MERCREDI, le 18 JUILLET, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., le 11 juin 1951. 30345-24-2-o
[Première insertion: 16 juin 1951]

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, No. 3001. ARMAND BRIERE, tinsmith and plumber of Mansonville, district of Bedford, plaintiff; vs GLENTON MILLS

LIMITED, a body politic and corporate having its head office and place of business at Glen Sutton, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

A building and its contents, situate on lots 130 and 347 of the official cadastre for the township of Sutton; the said building and contents consisting of a sawmill.

To be sold at the Catholic church door of St-Simon d'Abercorn, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of JULY, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que., this 11th day of June, 1951.
[First insertion: June 16, 1951]

A. ST-MARTIN,
Sheriff.
30345-24-2

RIMOUSKI

Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, { I. LIZOTTE de Lac-Pi- tre, demandeur, vs JOSEPH NADEAU de No. 9788. { Albertville, défendeur,

Le Lot n° 4, rang 6, canton Humqui, avec bâ- tisses dessus construites, circonstances et dépen- dances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Albertville de Matapédia, Cté Matapédia, le 18 JUILLET 1951 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

30348-24-2-o CHARLES GARON.

[Première insertion: 16 juin 1951]

Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, { DAME HENRIETTE DESROSIERS, veuve de Philippe Le- vesque, marchande pu- blique, de Ste-Florence

et y faisant affaires sous le nom de Philippe Levesque Enrg', demanderesse vs ERNEST DUPÉRE, de Ste-Florence, défendeur.

Le Lot N° 7, rang 1, Canton Milnik, avec bâtiesse dessus construites, circonstances et dépendances, d'une superficie de 117 acres.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Florence, Cté Matapédia, le 19 de JUILLET 1951 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

30347-24-2-o CHARLES GARON.

[Première insertion: 16 juin 1951]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, District de Rouyn-Noranda

Canada, Province de Québec, { LAFORTUNE & GA- GNE LIMITÉE, de No. 2243 { Rouyn, demanderesse, vs THOMAS MONGEON,

de St-Roch de Bellecombe, P. Q., défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une maison située sur le lot 42 du Rang I, du canton Bellecombe.

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Roch de Bellecombe, P. Q., district de Rouyn-Noranda, MERCREDI, le HUITIÈME jour d'AOUT 1951, à D UX hres de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,

30472-27-2-o J.-H. CHARBONNEAU.

[Première insertion le 7 juillet 1951]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, { FRÉDÉRIC THO- MAS BALLARD, autrefois des cité et dis- trict de Montréal, main- tenant de la cité de Toronto, province d'Ontario,

demandeur, vs LES HÉRITIERS DE FEU KENNETH F. PLUMMER DEWAR, en son vivant domicilié dans la cité et district de Mont- réal, et propriétaire d'un immeuble situé dans le canton Chatham, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeur.

"Deux lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels pour la canton de Went- worth et formant les lots dix-sept A (17A) et dix-sept B (17B) dans le rang deux contenant

RIMOUSKI

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, { I. LIZOTTE, of Lac- Pitre, plaintiff; vs JOSEPH NADEAU, of No. 9788. { Albertville, defendant.

Lot No. 4, range 6, township Humqui, with buildings thereon erected circumstances and depen- dencies.

To be sold at the church door of Albertville of Matapédia, Co. Matapédia on the EIGHTEENTH of JULY, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,

Sheriff.

30348-24-2

[First insertion: June 16, 1951]

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, { DAME HENRIETTE DESROSIERS, widow of Philippe Le- vesque, public merchant, of Ste-Florence, and there

carrying on business under the name of "Phi- lippe Levesque Enrg.", plaintiff; vs ERNEST DUPÉRE, of Ste-Florence, defendant.

Lot No. 7, range 1, township Milnik, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, of a superficial area of 117 acres.

To be sold at the church door of Ste-Florence, Co. of Matapédia, on the NINETEENTH of JULY, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,

Sheriff.

30347-24-2

[First Insertion: June 16, 1951]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Rouyn-Noranda

Canada, Province of Quebec, { LAFORTUNE & GA- GNE LIMITÉE, of No. 2243 { Rouyn, plaintiff, vs THO- MAS MONGEON, of St.

Roch de Bellecombe, P. Q., defendant.

As belonging to the defendant:

A house situated on lot number 42 of Range I, of Bellecombe township.

To be sold at the Church door of St. Roch de Bellecombe, P. Q., district of Rouyn-Noranda, WEDNESDAY, the EIGHT day of AUGUST, 1951, at TWO o'clock in the afternoon (saving time).

J.-H. CHARBONNEAU,

Sheriff.

30472-27-2-o

(First insertion: July 7th, 1951]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, { FRÉDÉRIC THO- MAS BALLARD, heretofore of the city and district of

Montreal, now of the city of Toronto, province of Ontario, plaintiff, vs THE HEIRS OF LATE KENNETH F. PLUMMER DEWAR, in this lifetime living in the city and district of Mont- real and owning an immovable situated in Chatham Township, Argenteuil county, district of Terrebonne, defendant.

"Two lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Wentworth as forming the lots numbers seventeen A (17A) and seventeen B

chacun des lots environ cent acres en superficie telle que la dite propriété se trouve actuellement avec servitudes actives et passives qui y sont attachées et avec bâtisses construites sur les dits immeubles.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Michel de Wentworth, le LUNDI TRENTE JUILLET 1951 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Sherif,
Bureau du Sherif, ALBERT FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 13 juin 1951. 30358-24-2-o
[Première insertion: 16 juin 1951]

Canada, Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure.

N° 283082. { LÉO PERRAULT LIMITÉE,
des cité et district de Montréal
demanderesse vs WALTER
O'LEARY, des cité et district de Montréal, dé-
fendeur.

"Les subdivisions trente-cinq et trente-six du lot originaire trois cent trente-neuf (339-35-36) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Sauveur des Monts."

Pour être vendues à la porte de l'église catholique de la Paroisse de Saint-Sauveur des Monts, LUNDI le 6 AOÛT 1951 à 10 heures de l'avant-midi.

Le Sherif,
Bureau du Sherif, ALBERT FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 3 juillet 1951. 30474-27-2-o
[Première insertion: 7 juillet 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Trois-Rivières. Cour supérieure.

N° 12052. { BRUNO LABARRE, cultivateur
de la paroisse de Ste-Angèle de
Laval, demandeur. vs Dame UR-
BINA DESRUISSEAU, épouse commune en
biens de Philippe de Néri Labarre, autrefois cul-
tivateur de Ste-Angèle de Laval, et maintenant
des cité et district des Trois-Rivières, ladite
URBINA DESRUISSEAU tant personnellement
qu'en sa qualité de curatrice à son époux
Philippe de Néri Labarre, défenderesse.

1° Une terre située dans le rang du petit bois à Ste-Angèle de Laval, du contenu de deux arpents plus ou moins, de front sur vingt et un arpents de profondeur plus ou moins bornée devant au lac Aux Outardes, en profondeur au Rév. Chs-Ed. St-Germain, du côté Nord-est à l'acquéreur et du côté sud-ouest à la route du petit bois et partie à Arthur Bourgeois; cette terre étant connue et désignée par le numéro Cent cinquante-neuf (N° 159) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Angèle de Laval, sans bâtisses.

2° Trois lots de terre portant les numéros cent soixante, cent soixante-un et cent cinquante-deux (160, 161 et 152), du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Angèle de Laval, comté de Nicolet, situés dans le rang du petit bois, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Angèle de Laval, comté de Nicolet, MARDI, le SEPTIÈME jour d'AOÛT, mil neuf cent cinquante et un, (1951) à DIX heures du matin.

Le Sherif,
Bureau du Sherif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 30 juin 1951. 30468-27-2-o

(17B) in the second range, containing each one of them about one hundred acres in superficies with the buildings thereon erected." "As the said property now subsists with the active and passive servitudes thereto attached, and with the buildings thereon erected."

To be sold at the Catholic church door of St-Michel de Wentworth on MONDAY JULY the THIRTIETH 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jerome, June the 13th, 1951. 30358-24-2-o
[First insertion: June 16, 1951]

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court.

No. 283082. { LÉO PERRAULT LIMITED,
of the city and district of Mont-
real, plaintiff, vs WALTER
O'LEARY, of the city and district of Montreal,
defendant.

"Subdivisions thirty-five and thirty-six of original lot number three hundred and thirty-nine (339-35-36) on the Official Plan and Book of Reference for the parish of Saint-Sauveur des Monts."

To be sold at the Catholic Church door of the parish of Saint-Sauveur des Monts, on MONDAY the 6th of AUGUST 1951 at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jérôme, July the 3rd, 1951. 30474-27-2-o
[First Insertion: July 7, 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières. Superior Court.

No. 12052. { BRUNO LABARRE, farmer, of
the parish of Ste-Angèle de La-
val, plaintiff; vs Dame UR-
BINA DESRUISSEAU, wife common as to property
of Philippe de Néri Labarre, heretofore a farmer
of Ste-Angèle de Laval and now of the city and
district of Trois-Rivières, the said URBINA
DESRUISSEAU both personally and as cura-
trix to her husband Philippe de Néri Labarre,
defendant.

1. A farm situate in the "Petit Bois" range at Ste-Angèle de Laval, measuring about two arpents, more or less, in front, by twenty-one arpents in depth, more or less, bounded in front by Lac Aux Outardes, in depth by the Rev. Chs. Ed. St-Germain, on the northeast side by the purchaser and on the southwest side by the "Petit Bois" road and partly by Arthur Bourgeois; the said farm being known and designated as number one hundred and fifty-nine (No. 159) on the official cadastre for the parish of Ste-Angèle de Laval — without buildings.

2. Three lots of land bearing numbers one hundred and sixty, one hundred and sixty-one and one hundred and fifty-two (160, 161 and 152) on the official cadastre for the parish of Ste-Angèle de Laval, county of Nicolet, situate in the "Petit Bois" range — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of Ste-Angèle de Laval, county of Nicolet, on TUESDAY, the SEVENTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and fifty-one (1951) at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, June 30, 1951. 30468-27-2

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 682

Québec, le 5 juillet 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la régie des loyers, chapitre 20,
14-15 George VI.

ATTENDU qu'à la récente session de la Législature la loi chapitre 20, 14-15 George VI, intitulée "Loi concernant la régie des loyers", a été adoptée à l'unanimité;

ATTENDU que l'article 36 de la dite loi décrète que

"L'esprit et les buts de la présente loi sont de rendre justice à tous les intéressés et d'assurer un régime de loyers équitable pour le public en général, en tenant compte des circonstances, et elle doit, dans son application, recevoir une interprétation large et s'inspirant de ces principes."

ATTENDU que l'article 31 de la dite loi édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour:

"a) décréter toute disposition supplétive, interprétative ou accessoire ayant trait à l'application de la présente loi;

"d) adopter toute autre mesure qu'il considère susceptible de faciliter l'atteinte des buts visés par la présente loi."

ATTENDU qu'il est conforme à l'esprit et aux buts de la dite loi

a) que les municipalités de St-Simon de Drummond, St-Jean-Baptiste, et Drummondville-Ouest, dans le comté de Drummond, soient considérées, pour les fins de la dite loi, faire partie de la cité de Drummondville;

b) que les municipalités de La Providence et St-Joseph, dans le comté de St-Hyacinthe, soient considérées, pour les fins de la dite loi, faire partie de la cité de St-Hyacinthe;

ATTENDU qu'il est juste et approprié, dans les circonstances, que la dite loi s'applique aux dites municipalités de St-Simon de Drummond, St-Jean Baptiste, Drummondville-ouest, comté de Drummond, et aux dites municipalités de La Providence et St-Joseph, comté St-Hyacinthe;

ATTENDU qu'il convient que le règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de la dite loi, le ou vers le 2 mai 1951, soit modifié en conséquence;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

a) QUE les dites municipalités de St-Simon de Drummond, St-Jean Baptiste et Drummondville-Ouest, dans le comté de Drummond, soient considérées, pour les fins de la dite loi, faire partie de la cité de Drummondville et soumises à l'application de la dite loi;

b) QUE les dites municipalités de La Providence et St-Joseph, dans le comté de Saint-Hyacinthe, soient considérées, pour les fins de la dite loi, faire partie de la cité de Saint-Hyacinthe et soumises à l'application de la dite loi;

c) QUE le dit règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de la dite loi, le ou vers le 2 mai 1951, soit modifié en conséquence;

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 682

Quebec, July 5, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation of rentals, chapter 20,
14-15 George VI.

WHEREAS at the recent session of the Legislature the Act chapter 20, 14-15 George VI, intitled "Act respecting the regulation of rentals", was unanimously adopted;

WHEREAS section 36 of the said Act enacts that

"The spirit and the purposes of this act are to do justice to all interested parties and to ensure a rental regime equitable to the public in general, having regard to the circumstances, and in its application it shall be interpreted broadly and in keeping with those principles."

WHEREAS section 31 of the said act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

"a) to decree any suppletory, interpretative or accessory provision relating to the application of this act;

"d) to adopt any other measure which he deems calculated to facilitate the attainment of the purposes contemplated by this act."

WHEREAS it is in conformity with the spirit and the purposes of the said act

a) that the municipalities of St-Simon de Drummond, St-Jean-Baptiste, and Drummondville-West, in the county of Drummond, be considered, for the purposes of the said act, as forming part of the city of Drummondville;

b) that the municipalities of La Providence and St-Joseph, in the county of St-Hyacinthe, be considered, for the purposes of the said act, as forming part of the city of St-Hyacinthe;

WHEREAS it is just and fitting, under the circumstances, that the said act shall apply to the said municipalities of St-Simon de Drummond, St-Jean-Baptiste, Drummondville-West, county of Drummond, and to the said municipalities of La Providence and St-Joseph, county of St-Hyacinthe;

WHEREAS it is expedient that the regulation made by the Lieutenant-Governor in Council, under the said act, on or about the 2nd of May, 1951, be consequently amended;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

a) That the said municipalities of St-Simon de Drummond, St-Jean-Baptiste and Drummondville-West, in the county of Drummond, be considered, for the purposes of the said act, as forming part of the city of Drummondville and subject to the application of the said act;

b) THAT the said municipalities of La Providence and St-Joseph, in the county of Saint-Hyacinthe, be considered, for the purposes of the said act, as forming part of the city of Saint-Hyacinthe and subject to the application of the said act;

c) THAT the said regulation made by the Lieutenant-Governor in Council, in virtue of the said act, on or about the 2nd of May, 1951, be consequently amended;

d) QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et devienne exécutoire à compter de cette publication.

A. MORISSET,
30477-o Greffier du Conseil Exécutif.

d) THAT the present regulation be published in the *Quebec Official Gazette* and becomes executory as from the said publication.

A. MORISSET,
30477 Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 27

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Desrosiers vs Dionne.	1941
Girard vs Tremblay.	1941

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

673 — Concernant l'agrandissement de la réserve à castor de Mistassini.	1942
674 — Concernant certains actes administratifs du département de la Chasse et des Pêcheries.	1942
682 — Concernant la régie des loyers, chapitre 20, 14-15 George VI.	1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1915

RÉCEPTION DES ANNONCES:

1915

AVIS DIVERS:

Art-Lay, Inc. (Distribution de l'actif)	1945
LaSalle Stone & Marble Company Limited (Distribution de l'actif)	1946
Le Syndicat des Journalistes de Québec, Inc. (Formation)	1946
North American Utilities Corporation (Directeurs)	1946

CHARTRE — ABANDON DE:

David Field's Incorporated.	1946
-------------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles.	1948
Lac des Deux-Montagnes (Protestante).	1947
Longueuil, cité de (Catholique).	1947
Ste-Marthe-sur-le-Lac	1947
St-François-Ouest.	1948
St-Joachim.	1948
Templeton-Est	1948
Wright	1948

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec (Prélèvement)	1950
Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne (Modification)	1949
Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la région de Québec (Prélèvement).	1952

EXAMEN DU BARREAU:

Richelieu: étude du droit	1954
-------------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Alba Realities Ltd.	1916
-----------------------------	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Desrosiers vs Dionne.	1941
Girard vs Tremblay.	1941

ORDERS IN COUNCIL:

673 — Concerning the enlarging of the Mistassini Beaver Reserve	1942
674 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries	1942
682 — Concerning the regulation of rentals, chapter 20, 14-15 George VI.	1963

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1915

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

1915

MISCELLANEOUS NOTICES:

Art-Lay, Inc. (Distribution of the assets)	1945
LaSalle Stone & Marble Company Limited (Distribution of the assets)	1946
Le Syndicat des Journalistes de Québec, Inc. (Formation)	1946
North American Utilities Corporation (Directors)	1946

CHARTER — SURRENDER OF:

David Field's Incorporated.	1946
-------------------------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Examination of candidates for the position of Inspector of Schools	1948
Lake of Two Mountains (Protestant)	1947
Longueuil, city of (Catholic)	1947
Ste-Marthe-sur-le-Lac	1947
St-François-Ouest.	1948
St-Joachim.	1948
Templeton-East	1948
Wright	1948

LABOUR:

Joint Committee of the Ladies Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec (Levy)	1950
Building Industry Joint Committee of Terrebonne County (Amendment)	1949
Metal Trades Parity Committee of the Quebec District (Levy)	1952

BAR EXAMINATION:

Richelieu: study of law	1954
-----------------------------------	------

LETTERS PATENT:

Alba Realities Ltd.	1916
-----------------------------	------

Association des Camionneurs du Comté de Gatineau.....	1917	Association des Camionneurs du Comté de Gatineau.....	1917
Atlas Sulphur & Iron Company Limited	1917	Atlas Sulphur & Iron Company Limited	1917
Barclay Ave Market Inc.....	1918	Barclay Ave Market Inc.....	1918
Beaucourt Inc.....	1918	Beaucourt Inc.....	1918
Beaurivage et Lacas Inc.....	1918	Beaurivage et Lacas Inc.....	1918
Boren's Knitting Mills Ltd.....	1919	Boren's Knitting Mills Ltd.....	1919
Bouchard & Guy, Ltée.....	1919	Bouchard & Guy, Ltée.....	1919
Bowes Dunn Limited.....	1919	Bowes Dunn Limited.....	1919
Chez Gamer Inc.....	1920	Chez Gamer Inc.....	1920
Clubs Juvéniles de la Police de Verdun — Verdun Police Juvenile Clubs.....	1920	Clubs Juvéniles de la Police de Verdun — Verdun Police Juvenile Clubs.....	1920
Congregation Shomrai Amunah.....	1920	Congregation Shomrai Amunah.....	1920
Criterion Products Company Ltd.....	1921	Criterion Products Company Ltd.....	1921
C. W. Corporation.....	1921	C. W. Corporation.....	1921
Cyprien Bélanger Limitée.....	1921	Cyprien Bélanger Limitée.....	1921
Duratwill Inc.....	1922	Duratwill Inc.....	1922
Eastern Wool Co. Ltd.....	1922	Eastern Wool Co. Ltd.....	1922
Fairmount Theatre Company.....	1922	Fairmount Theatre Company.....	1922
Ferronnerie Dubreuil Ltée — Dubreuil Hardware Ltd.....	1923	Ferronnerie Dubreuil Ltée — Dubreuil Hardware Ltd.....	1923
Gaudreault-Frères Ltée.....	1923	Gaudreault-Frères Ltée.....	1923
Gaywear Mfg. Inc.....	1924	Gaywear Mfg. Inc.....	1924
Granby Paving and Construction Ltd.	1924	Granby Paving and Construction Ltd.	1924
Grand'Mère Fruits, Ltée.....	1924	Grand'Mère Fruits, Ltée.....	1924
Hervy & Co.....	1925	Hervy & Co.....	1925
Hubann Trading Inc.....	1925	Hubann Trading Inc.....	1925
Imper Luxe Inc.....	1925	Imper Luxe Inc.....	1925
La Belle Plumbing Limited.....	1926	La Belle Plumbing Limited.....	1926
La Boulangerie J. B. Gosselin Incorporée.....	1926	La Boulangerie J. B. Gosselin Incorporée.....	1926
La Cie Turgo Ltée.....	1926	La Cie Turgo Ltée.....	1926
La Compagnie de Transport Allaire, Limitée — Allaire Transport Company Limited.....	1927	La Compagnie de Transport Allaire, Limitée — Allaire Transport Company Limited.....	1927
La Crémérie de Weedon Ltée.....	1927	La Crémérie de Weedon Ltée.....	1927
Lakeside Realities Incorporated.....	1927	Lakeside Realities Incorporated.....	1927
Lamarche Tank Lines Limited.....	1928	Lamarche Tank Lines Limited.....	1928
La Publicité Pallascio Limitée.....	1928	La Publicité Pallascio Limitée.....	1928
La Société Saint-Jean Baptiste de Granby Incorporée.....	1928	La Société Saint-Jean Baptiste de Granby Incorporée.....	1928
Le Jeune Commerce de Lévis-Lauzon Inc.....	1929	Le Jeune Commerce de Lévis-Lauzon Inc.....	1929
Le-Mor Sales Limited.....	1929	Le-Mor Sales Limited.....	1929
Léo Blais Ltée.....	1929	Léo Blais Ltée.....	1929
Les Industries Feracraft Inc.....	1930	Les Industries Feracraft Inc.....	1930
L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée.....	1930	L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée.....	1930
Martellani & Brunet Co. Ltée — Martellani & Brunet Co. Ltd.....	1930	Martellani & Brunet Co. Ltée — Martellani & Brunet Co. Ltd.....	1930
Miville Construction Limited.....	1931	Miville Construction Limited.....	1931
Montreal Industrial Paper Limited.....	1931	Montreal Industrial Paper Limited.....	1931
Musical Arts Series Inc.....	1931	Musical Arts Series Inc.....	1931
Northern Fish and Caviar Co. Ltd.....	1932	Northern Fish and Caviar Co. Ltd.....	1932
Nytex Casuals Incorporated.....	1932	Nytex Casuals Incorporated.....	1932
Paul Gandall Press Inc.....	1932	Paul Gandall Press Inc.....	1932
Rabieco Inc.....	1933	Rabieco Inc.....	1933
Rapid Plumbing & Heating Co. Ltd.....	1933	Rapid Plumbing & Heating Co. Ltd.....	1933
Richelieu Lumber Limitée.....	1933	Richelieu Lumber Limitée.....	1933
Rosedale Department Store Ltd.....	1934	Rosedale Department Store Ltd.....	1934
Saguenay & St. Lawrence Shipping Company Limited.....	1934	Saguenay & St. Lawrence Shipping Company Limited.....	1934
Service Backing & Coating Corp.....	1934	Service Backing & Coating Corp.....	1934
Service des Loisirs du Bon Pasteur.....	1935	Service des Loisirs du Bon Pasteur.....	1935
Shamrock Bowling Ltd.....	1935	Shamrock Bowling Ltd.....	1935
Technical Research Corporation.....	1936	Technical Research Corporation.....	1936
The Granby Dairy, Limited — La Laiterie de Granby, Limitée.....	1936	The Granby Dairy, Limited — La Laiterie de Granby, Limitée.....	1936
Théo. Hamel & Fils Co. Ltée.....	1936	Théo. Hamel & Fils Co. Ltée.....	1936
Trans-American Optical Corp.....	1936	Trans-American Optical Corp.....	1936
Truck Transport Services Limited.....	1937	Truck Transport Services Limited.....	1937
Val d'Or Shoe and Luggage Limited.....	1937	Val d'Or Shoe and Luggage Limited.....	1937

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Antonio Archambault Ltée.....	1938
Automobiles, Incorporée — Automobiles, Incorporated.....	1938

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Antonio Archambault Ltée.....	1938
Automobiles, Incorporée — Automobiles, Incorporated.....	1938

Canadian Ribbon Tape Co. Ltd.	1938	Canadian Ribbon Tape Co. Ltd.	1938
Grand'Mère Knitting Company Limited	1938	Grand'Mère Knitting Company Limited	1938
Jos. Vaillancourt Inc.	1939	Jos. Vaillancourt Inc.	1939
Les Breuvages Frisco Limitée	1939	Les Breuvages Frisco Limitée	1939
Modern Refrigeration Co. of Montreal Ltd.	1939	Modern Refrigeration Co. of Montreal Ltd.	1939
Oriole Investment Co. Ltd.	1939	Oriole Investment Co. Ltd.	1939
Pretty Maid Dress Inc.	1940	Pretty Maid Dress Inc.	1940
Rawmatex Ltd.	1940	Rawmatex Ltd.	1940
Serino Dance Studios Inc.	1940	Serino Dance Studios Inc.	1940
Sorel Clothing Ltd.	1940	Sorel Clothing Ltd.	1940
Stinson-Reeb Supply Company Limited	1941	Stinson-Reeb Supply Company Limited	1941
Wm. H. Mack, Inc.	1941	Wm. H. Mack, Inc.	1941

LIQUIDATIONS, AVIS DE:

Fortin Frères Limitée — Fortin Brothers Limited	1954
Ouellet Automobiles Inc.	1954
Union Secourable des Cordonniers de Québec	1954

SIÈGES SOCIAUX:

L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée	1955
Station Paradis Ltée	1955

SOUMISSIONS:

Aylmer, commission scolaire de la ville de	1955
--	------

VENTE PAR LICITATION:

Labelle <i>et al</i> vs Labelle <i>et al</i>	1956
--	------

VENTES POUR TAXES:

Montréal-Nord, ville de	1959
Pointe-aux-Trembles, ville de	1957
Saint-Michel, ville de	1958

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

Brière vs Glenton Mills Limited	1960
---------------------------------------	------

RIMOUSKI:

Desrosiers vs Dupéré	1961
Lizotte vs Nadeau	1961

ROUYN-NORANDA:

Lafortune & Gagné Limitée vs Mongeon	1961
--	------

TERREBONNE:

Ballard vs Héritiers Kenneth F. Plummer Dewar	1961
Léo Perrault Limitée vs O'Leary	1962

TROIS-RIVIÈRES:

Labarre vs Desruisseaux	1962
-------------------------------	------

30476-o

WINDING UP NOTICES:

Fortin Frères Limitée — Fortin Brothers Limited	1954
Ouellet Automobiles Inc.	1954
Union Secourable des Cordonniers de Québec	1954

HEAD OFFICES:

L. Guttman Limited — L. Guttman Limitée	1955
Station Paradis Ltée	1955

TENDERS:

Aylmer, School Commission of the town of	1955
--	------

SALE BY LICITATION:

Labelle <i>et al</i> vs Labelle <i>et al</i>	1956
--	------

SALES FOR TAXES:

Montreal-North, town of	1959
Pointe-aux-Trembles, town of	1957
Saint-Michel, town of	1958

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

Brière vs Glenton Mills Limited	1960
---------------------------------------	------

RIMOUSKI:

Desrosiers vs Dupéré	1961
Lizotte vs Nadeau	1961

ROUYN-NORANDA:

Lafortune & Gagné Limitée vs Mongeon	1961
--	------

TERREBONNE:

Ballard vs Heirs of Kenneth F. Plummer Dewar	1961
Léo Perrault Limitée vs O'Leary	1962

TROIS-RIVIÈRES:

Labarre vs Desruisseaux	1962
-------------------------------	------

30476-o